colère demeura implacable (1). Le *Moniteur* écrasait d'une érudition de pédant le malheureux Dupont « entraîné à sa perte, comme Sabinus Titurius, par un esprit de vertige et s'étant laissé tromper par les ruses d'un autre Ambiorix » (2). Dans une lettre intime, Napoléon qualifie « l'horrible catastrophe » : « un des actes les plus extraordinaires d'ineptie et de bêtise » (3). A un autre il dit : « J'ai une tache sur mon habit. » — Croyant s'éviter le ricochet de la responsabilité d'un désastre qui l'irrite, désormais, lui qui savait si bien dans ses glorieux *Bulletins* voiler les moindres défaillances, il s'efforcera d'accentuer, de souligner, avec une fréquence qui reste un problème psychologique, le revers de Baylen. Il prétend flétrir des officiers français malgré les Espagnols qui

(1) En septembre 1808, une commission d'enquête nommée directement par lui se trouva fort embarrassée pour préciser le tribunal compétent, le délit à reprocher et la pénalité à fixer; elle estima, pour se tirer d'affaire, que les généraux incriminés devaient comparaître devant une commission spéciale choisie par l'Empereur.

Arrêtés au mois de septembre, à leur débarquement en France, les généraux furent détenus à l'Abbaye (décembre 1808). La procédure étant terminée (février 1809) sans conclusion d'aucune sorte contre « les coupables », Dupont fut mis en liberté, sous la surveillance de la police, et Védel relaxé.

A l'improviste, en février 1812, Dupont de nouveau arrêté comparut devant un conseil extraordinaire composé de Berthier, Moncey, Bessières, Clarke, Régnier, Lacépède, Laplace, Defermon, Talleyrand, Boulay de la Meurthe et Muraire; présidé par Cambacérès. — Le rapporteur fut Regnault de Saint-Jean d'Angély. On n'entendit ni témoins ni défenseurs; on ne permit même pas la lecture des mémoires explicatifs de Dupont; et cependant on prononça sa destitution (1er mars). — Cet arrêt arbitraire, l'Empereur l'aggrava encore en y substituant la détention; il fit conduire Dupont au fort de Joux. En juillet 1813, le prisonnier est mis en surveillance à Dreux. C'est là que le Gouvernement provisoire vint le chercher pour lui confier le portefeuille de ministre de la guerre (avril 1814). Le procès, qui n'avait fourni aucune preuve, fut cassé pour illégalité (novembre 1814). — *Appendices*. XIV.

(2) On remarquera le choix de cette comparaison « classique » agréablement tirée du *de Bello Gallico;* on eut soin d'oublier les légions de Varus, dont le rapprochement semblait assez naturel, pour aller chercher l'analogie d'un chef gaulois, Ambiorix, vainqueur des généraux romains, mais à son tour vaincu par César.

(3) Lettre à Caulaincourt, 5 août 1808. — Recueil Lecestre, t. I.

reconnaissent leur vaillance, malgré les juges qui ne peuvent découvrir leur culpabilité, malgré les témoins à qui il impose silence. En dépit de tout le monde, il crie sur les toits et veut proclamer « infâme » cette capitulation certainement lamentable, mais dont on citerait plus d'un exemple analogue dans sa propre histoire militaire (1).

Il semble que d'accord avec la vérité, l'honneur de l'armée française soit plus satisfait, mieux défendu, si l'on repousse la légende que par une vanité égoïste l'Empereur voulut accréditer en faisant passer ses soldats pour des poltrons, ses officiers pour des voleurs et l'un de ses meilleurs généraux pour un lâche plutôt que pour un vaincu.

(1) C'étaient des capitulations sans condition qu'il avait imposées à Mack (Ulm), au prince de Hohenlohe (Prenzlau), à Blücher (Ratekau et Lubeck). Il avait fait maréchal d'Empire Serrurier, qui capitula à Verderio; et n'avaient-ils pas capitulé aussi, en gardant leur honneur et leur renom militaire : Monnier à Ancône, Kléber à El Arisch, Belliard au Caire, Menou à Alexandrie, Junot à Cintra?

CHAPITRE IV

LE ROI « INTRUS »

(Juillet-Octobre 1808)

La nouvelle de Baylen parvient à Madrid. — Joseph évacue précipitamment la ville (30 juillet). — Défections. — Retraite sur Burgos. — Découragement des ministres : abandon du corps diplomatique. — On se réfugie derrière l'Ebre.

Enthousiasme populaire à Madrid. — Castaños se réserve. — Entrée et mauvaise conduite des Valenciens. — Le conseil de Castille annule tous les actes du gouvernement « Intrus. » — Indiscipline des troupes françaises. — Barcelone livrée aux soldats italiens. — Lettre de Thomas Morla au général Védel.

Napoléon envoie en Amérique M. de Sassenay auprès de M. de Liniers, vice-roi de la Plata. — Échec de cette mission. — Soulèvement patriotique de toutes les colonies espagnoles qui proclament Ferdinand VII.

Les troupes de la Romana en Danemark. — Refus de prêter le serment à Joseph. — Évasion facilitée par les Anglais.

Positions des armées espagnoles. — Conseil de guerre à Madrid. — Anarchie; pensée d'un régent : Léopold de Bourbon. — Projets et offres du duc d'Orléans. — Junte suprême à Aranjuez (25 septembre). — Ouverture des séances, personnel et ministres. — Alliance avec l'Angleterre. — Députés des Asturies, députés de Séville à Londres. — Enthousiasme en faveur de l'Espagne; secours de toute nature envoyés. — Wellesley en Portugal; capitulation de Cintra. — Nombreux agents anglais dans la péninsule. — Le roi Joseph à Vittoria. — Mesures financières désastreuses. — Tentatives pacifiques des « joséphistes », lettre de d'Urquijo à l'évêque d'Orenze. — Imprudentes mesures militaires de Joseph. — Menaces de l'Empereur. — Émeute à Madrid contre l'ambassadeur Strogonoff.

I

Les dépêches de l'aide de camp de Savary, si malencontreusement arrêté au moment des pourparlers du général Dupont par les patrouilleurs espagnols, avaient révélé à Castaños

l'embarras du roi Joseph dans sa capitale. La position critique parut, après Baylen, intenable. Parvenu à Madrid par des correspondances privées dès le 26 juillet, de telles nouvelles vont vite, le premier avis du désastre s'était trouvé confirmé par l'arrivée des blessés du régiment suisse du colonel d'Affry. Villoutreys, en posture de prisonnier et tristement escorté de dragons espagnols, apporta le récit officiel le 29 juillet au matin. Joseph n'éprouva pas d'hésitation : battre en retraite. Il ne gardait aucune illusion et depuis une semaine sa correspondance multipliait à son frère les expressions du plus complet découragement :

Nous n'avons bientôt plus le sou; Henri IV avait un parti, Philippe V n'avait à combattre qu'un compétiteur; et moi j'ai pour ennemie une nation de douze millions d'habitants, braves, exaspérés au dernier point. Les honnêtes gens ne sont pas plus pour moi que les coquins. Non, Sire, vous êtes dans l'erreur : votre gloire échouera en Espagne. (24 *juillet* 1808.)

La nation est unanime contre nous. Vous avez vu 89 et 93; il n'y a pas ici moins d'enthousiasme ni moins de rage. (26 *juillet.*)

Nous n'avons pas un partisan; la nation tout entière est exaspérée. (28 *juillet.*)

Joseph n'exagérait pas; le vide se faisait autour de lui sans délai ni pudeur : les ministres s'absentaient, les fonctionnaires s'enfuyaient ou se cachaient; ses officiers espagnols, sauf cinq ou six, se retirèrent; il y avait 2,000 personnes employées dans les écuries royales; toutes, en un instant, disparurent et le 30 juillet on ne trouva plus un postillon quand il s'agit de sortir les attelages (1). — On tira du Palais et des magasins tout ce qu'il était possible d'emporter avec soi, et l'on pressa le départ (2). Les Madrilènes disaient en

(1) Détail fourni par Joseph lui-même (lettre du 31 juillet, datée de Chamartin) dans un passage qui a été omis dans ses *Mémoires*, mais qui figure dans l'original de sa lettre aux *Archives nationales*. AF IV, 1611.

(2) Miot de Melito, *Mémoires*, t. III, p. 14.

ricanant : « Joseph a mis dans sa poche la couronne qu'il n'a pu mettre sur sa tête. » Exagération, car le convoi fut forcément court avec des moyens de transport si restreints. A Chamartin, les paysans brûlèrent les roues de leurs chariots pour ne pas être obligés de les livrer à « l'intrus ». — C'est ce jour-là même que, de Bordeaux, Napoléon écrivait : « Je trouverai en Espagne les colonnes d'Hercule, mais non les limites de mon pouvoir. » Son frère avait le droit de penser qu'un pareil optimisme voulant trop prouver ne signifiait rien.

Au milieu de l'extrême confusion chacun s'agitait à l'aventure. Savary, après avoir émis l'avis très énergique de fortifier le *Retiro*, s'en allait. Le Roi ne prenait pas le temps de prévenir de sa retraite l'ambassadeur de France ; c'était Belliard, « gouverneur » de la ville qui, deux heures avant de relever les derniers postes militaires, avertissait La Forest ; et celui-ci, jetant dans un fourgon les papiers de sa chancellerie, avait la présence d'esprit d'emporter le grand portrait de l'Empereur « qui pourrait être insulté » (1). Deux mille Français habitaient la ville, en majorité des blessés et des malades ; ils se précipitèrent, plus ou moins valides, par la porte des hôpitaux afin de ne pas demeurer en dehors de la protection des troupes. C'était un exode. Le règne avait duré dix jours. « On prit, dit naïvement Joseph dans ses *Mémoires*, la même route que pour venir. » La parole sévère portée plus tard, en d'autres circonstances, par le chancelier Pasquier sur le frère aîné de l'Empereur, fut déjà vraie ce jour-là : « Joseph, toujours inférieur aux événements au milieu desquels il s'est trouvé placé. » — En s'abandonnant, il fournissait aux autres occasion ou prétexte de l'abandonner lui-même. La liste des courtisans du malheur est toujours courte ; ici elle est

(1) Dépêche du 29 juillet 1808.

pitoyable, et encore convient-il de remarquer que ceux qui la composent auraient joué leur vie à rester en arrière. On en compte quarante-sept en tout. De suite Joseph avait dépêché d'Azanza et d'Urquijo vers l'Empereur pour expliquer, commenter, justifier cette fuite et surtout demander du secours. Deux de ses ministres avaient nettement tourné le dos : Piñuela s'excusant sur sa santé de ne pouvoir quitter Madrid, Cevallos mettant dans sa défection toute l'hostilité nécessaire pour obtenir de ses compatriotes le pardon de son adhésion au gouvernement tombé. D'ailleurs, cette recrue du parti national eût été de peu d'importance à ne peser que la valeur et le caractère de ce politique versatile : créature du prince de la Paix, serviteur de Charles IV, ministre de Ferdinand VII, puis de Joseph Ier, demain de la Junte de Séville ; par sa fixité dans la palinodie, par sa constance à retourner sa cocarde, M. de Cevallos est, proportions gardées, le Talleyrand espagnol ; mais vis-à-vis des puissances étrangères son changement de camp revêtait une importance significative et de suite il devenait le héraut du manifeste révélateur et sensationnel dont l'Europe allait se trouver éclairée et avertie (1).

On le remplaça par le comte de Campo-Alange qui laissait généreusement derrière lui une grosse fortune et dont « l'exemple devenait au moins imposant si ses services ne pouvaient être très utiles », remarquait La Forest. Les trois secrétaires d'État qui accompagnaient Joseph (O'Farrill, Urquijo et Cabarrus), suivant un autre mot également juste du même La Forest : « semblaient moins des ministres du roi d'Espagne que les ministres de l'Espagne auprès du Roi, » tant leur patriotisme apercevait de dangers, transmettait d'alarmes et s'ingéniait à trouver des moyens dilatoires. Sur

(1) Le 1er septembre 1808, il fit paraître son *Exposé des moyens qui ont été employés par l'empereur Napoléon pour usurper la couronne d'Espagne.* Cette brochure traduite en toutes langues eut un retentissement infini.

la route de Buitrago, dès le second jour de la marche en retraite, Urquijo, envisageant devant le monarque les diverses éventualités de la situation, mettait crûment en première ligne celle d'une abdication : « Cet effort, Sire, n'est pas supérieur à votre grande âme (1). » Et comme son conseil semblait vraiment bien amer, il parlait aussi de conquête et de négociation, mais pour démontrer l'impossibilité radicale du premier de ces moyens, et la posture humiliante où placerait le second. Dévoilant le secret de son cœur — et c'était la mentalité de tous ses compatriotes — il s'étendait complaisamment sur la valeur et la vertu des insurgés espagnols « illustrés par la victoire », parents ou amis qu'il connaissait et estimait; sa conclusion était de laisser à Napoléon le soin de fournir argent et soldats français nécessaires pour remédier aux calamités qu'il avait déchaînées. — Cabarrus n'était pas moins pessimiste quand il parlait finances : les caisses étaient vides et dérisoires les moyens légaux de les remplir; l'armée impériale avait déjà occasionné aux provinces espagnoles une dépense de cinquante millions; que faire dans un pays qu'endettait de plus de quatre cents millions son alliance avec la France? Par pis aller on pourrait frapper une contribution extraordinaire; mais, sauf les couvents, qui la paierait? Il fallait sans retard demander à l'Empereur d'acquitter lui-même les dépenses de ses soldats. Ainsi tous ces politiques ne trouvaient d'autre expédient que de s'adresser à un « banquier » étranger.

La conduite des agents diplomatiques ne témoignait pas d'une confiance plus forte : Strogonoff attendait les événements sans se soucier de la fortune du roi Joseph : les légations d'Autriche et d'Amérique n'avaient pas quitté Madrid, à la joie très bruyante des Espagnols; l'ambassadeur de

(1) *Mémoires du roi Joseph*, t. IV, p. 465.

Hollande, Verhuel partit bien, mais demeura en route; le ministre saxon, le baron de Bourke, semblait suivre le Roi, puis il le devança et marcha même tout d'un coup si lestement qu'il ne s'arrêta pas avant... Bayonne, estimant cette avance comme « le parti le plus agréable à S. M. l'Empereur ». — « Je trouve l'argumentation un peu forcée », disait La Forest en apprenant la manœuvre. De fait, le roi d'Espagne et des Indes se trouvait sans un seul représentant d'aucune puissance. Cet isolement ne sonnait-il pas le glas de sa royauté? — Sans pompe et sans prestige il arriva à Burgos; il y établit sa Cour. Sa *Cour?* Eh oui, si les disputes de préséance et les conflits d'étiquette suffisent pour mériter ce nom à l'entourage d'un prince. Dans ce désarroi chacun se plaignait de l'autre, se jetait à la tête ses services, ses sacrifices et la date de son adhésion. On eut toutes les peines du monde à retenir le marquis de Caballero, qui, choqué de son omission sur « les listes d'invitation » de S. M., menaçait de retourner à Valladolid; également M. Duran, outré de ne pas recevoir un regard du monarque, remarquait avec aigreur que, le premier, il avait fait consigner sur le registre du Conseil de Castille son vote pour ce même roi Joseph, lorsque tous ses collègues refusaient encore de se prononcer.

Au milieu de soldats démoralisés il parut tout à fait prudent de mettre derrière soi la ligne de l'Ebre : on séjourna à Miranda sur le fleuve, puis on s'enfonça dans les terres jusqu'à la petite ville de Vittoria qui depuis quatre mois voyait d'étranges retours de fortune, et qui cinq ans plus tard deviendrait le théâtre d'un dénouement plus tragique encore.

II

Que devenait la capitale du roi Joseph? Tout d'abord ce ne fut que chaude allégresse et débordant enthousiasme. « Nous sommes fous de joie, écrivait une jeune femme, on a descendu la châsse de saint Isidore et celle de Santa Maria de la Cabesa, qui n'avaient pas bougé depuis vingt et un ans. Tout Madrid s'enrôle et apprend l'exercice : maris, garçons, veufs, moines, curés, tous veulent partir et nous laisser seules (1) ». — Castaños, temporisant, soucieux d'éviter les difficultés et d'écarter les embarras avec des pouvoirs publics mal définis, n'entrait pas dans la ville, non plus que son corps d'armée, tout glorieux de Baylen. Mais arriva une troupe de Valenciens, n'ayant pris part à aucun combat, qui ressemblaient assez à nos Marseillais de 92. Avec eux, tout fut bientôt tumulte, menaces, perquisitions et vols. Le général de Llamas perdit sa popularité à maintenir l'ordre et risqua sa vie à protéger l'hôpital des blessés français que ces enragés voulaient égorger (2). Pendant que nos derniers malades étaient enfermés à San-Fernando, un millier de personnes soupçonnées ou étrangères : fournisseurs, marchandes de modes, comédiens, domestiques, qui n'avaient pu se retirer à temps, furent conduits jusqu'à l'Escurial sous le prétexte et sans doute dans l'intention de les sauver (3).

(1) Lettre originale de Maria del Pilar Dominguez y Caudebilla, 16 août 1808. — AF IV, 1612.

(2) La Forest à Champagny, 25 août 1808, vol. 676, fol. 120.

(3) Cette restriction est permise si l'on accepte le témoignage de M. Dérieux, un Français fixé dès longtemps en Espagne pour des travaux scientifiques, qui parvint à s'évader. — Vol. 677, fol. 289.

Les illuminations succédaient aux danses et aux sérénades; chaque matin des messes et des processions, l'après-midi des courses de taureaux, chaque soir couplets, chansons et vaudevilles; églises, plazas et théâtres étaient pleins. On prétendait aussi régler les choses sérieuses : le duc de l'Infantado, tout à fait revenu de sa politique de Bayonne, présidait une Junte de guerre qui s'activait beaucoup; tous les hommes de dix-sept à quarante ans étaient requis de prendre les armes, les officiers en retraite de rentrer au service; le comte de Fernan Nuñez levait un régiment de dragons; on distribuait de belles cocardes rouges et jaunes, avec la devise : « Mourir pour la patrie, le roi et la religion. » On devait orner son chapeau d'un ruban vert sur lequel se lisait : *Viva Fernando septimo!* Les dons patriotiques affluaient à la Banque Saint-Charles : mulets, chevaux, voitures, vêtements, argenterie, argent (1). Les biens des Français étaient confisqués et d'énormes scellés royaux apposés sur la porte de leurs maisons (2).

Le 24 août eut lieu la proclamation de Ferdinand VII le *Bien-aimé*. Ah! c'était autre chose que la cérémonie du 25 juillet précédent! Le comte d'Altamira, porte-étendard héréditaire, s'était retrouvé et brandissait l'antique bannière que ses ancêtres s'estimaient si fiers de déployer : précédé des trompettes et des hérauts d'armes il était suivi de la municipalité à cheval dans ses riches costumes tout brodés

(1) La *Gaceta de Madrid* publiait quotidiennement des colonnes entières de souscripteurs : Cevallos figurait pour 50 réaux par jour; le « maître sellier des Écuries royales » 11,000 réaux; les « écrivains publics », 20,000; les deux frères Trasvina « marchands », 30,000; le marquis de Camarosa, 17,000; le Conseil des Ordres, 200,000. — Le duc de l'Infantado offrait 21 chevaux, don Manuel Aguirre, 12, le comte d'Altamira, 8, la comtesse de Chinchon, 7, le marquis d'Alcañices, 5, etc...

(2) Rapport de don Augustin Gaya, espion envoyé à Madrid par le ministre de la police; il partit de Vittoria le 27 août et quitta Madrid le 6 septembre. — Vol. 676, fol. 259-260.

d'or. — Solennellement, le Conseil de Castille déclara nulles les renonciations de Charles IV et des Infants, nulle la Constitution de Bayonne, nulle la cession à Napoléon et à Joseph, nuls chacun de ses actes depuis quatre mois; on raya sur les registres toutes les délibérations, toutes les pièces relatives au gouvernement « intrus ».

Avec une singulière confiance dans son autorité morale et une conception plus étrange encore des institutions parlementaires de notre pays au temps de Napoléon, il vint au Conseil de Castille l'extravagant espoir de séparer la France de l'Empereur et de paralyser l'envahisseur par la défection de ses propres sujets. Croyant pouvoir la faire parvenir sous le couvert diplomatique du prince de Masserano, le Conseil rédigea donc une lettre officielle aux « Magnifiques seigneurs du Sénat conservateur », leur exposant la fidélité des Espagnols et les sacrifices consentis par l'Espagne, l'injustice de l'Empereur et les pertes subies par ses armées; pour faire cesser les maux des deux pays, il suffisait d'arrêter Napoléon sur cette pente dangereuse et néfaste; et c'est pourquoi on faisait connaître la vérité très exacte à ce « corps rempli de sages (1) ». — Cette naïveté, on le croira, n'eut pas d'autre suite. Mais alors les chimères troublaient les cerveaux et le royaume de Philippe V se réveillait, les yeux alourdis, d'un vieux songe commencé depuis près de cent ans. En s'agitant, beaucoup croyaient marcher; quelques habiles, assis sur le rivage, regardaient les sauveteurs improvisés lancer leur frêle

(1) L'original de cette lettre extraordinaire, avec les signatures de l'Infantado et de 25 autres, se trouve aux *Archives nationales*, AF IV, 1611, pièce 49. — Il est arrivé là après bien des ricochets : deux officiers polonais sous les ordres de Savary furent arrêtés en Espagne; Strogonoff les réclama comme s'ils étaient Russes et on les embarqua pour Trieste. Il leur avait confié des paquets pour l'ambassadeur russe à Vienne lequel, en revanche, leur remit d'autres messages pour Andréossy, ambassadeur français en Autriche; c'est dans ces papiers que se trouvait la lettre du Conseil de Castille.

barque dans la vague autour du navire en détresse; ils attendaient l'accalmie pour aller recueillir les épaves du gros vaisseau des Bourbons échoué sur les récifs. Ainsi, un petit groupe « d'esprits éclairés », fort peu embarrassé de la religion, voyait avec plaisir les moines agiter au nom de Ferdinand les classes populaires; ecclésiastiques et royalistes travailleraient à leur insu pour une assemblée prochaine, pour une république future; quand le monstre démocratique est déchaîné, ce ne sont plus des rubans ni des cocardes qui lui forment une muselière solide; *sic vos non vobis.* Ces ambitieux appelés, pensaient-ils, à jouer les principaux rôles sur le théâtre politique dont les décors eussent rappelé le Versailles de 1789, poussaient à la formation d'une Junte suprême à Madrid, dans l'arrière-pensée de rassembler les éléments d'une Constituante, d'une Convention peut-être, et de la diriger ensuite vers leur but à l'aide des clubs dont le noyau existait déjà (1). — Le sentiment général, tout en demeurant pleinement « loyaliste », aurait en partie facilement subi cette manœuvre, il ne l'eût pas entravée du moins, car depuis Baylen la résistance avait pris quelque chose d'essentiellement populaire; fiers de leurs troupes et de ses officiers, les Espagnols étaient plus vains encore de leurs paysans; je ne sais quoi d'agité, de téméraire, de féroce caractérisait la résistance passée entre des mains vigoureuses, lourdes et brutales; *guerra a cuchillo,* la réponse de Palafox était devenue la devise commune, comme ces mots d'ordre qui circulent partout sans qu'on sache qui les a portés.

Les colères de nos soldats répondaient aux exaspérations de leurs adversaires; la discipline ne les modérant plus, au milieu d'une marche en retraite qui les humiliait et des embuscades qui les décimaient, elles se livraient aux excès

(1) La Forest à Champagny, 25 août 1808, vol. 676, fol. 121.

habituels de la débandade. Le départ précipité de Madrid sans intendance assurée avait fait fermer les yeux; le maréchal Moncey à grand'peine rappelait et maintenait autour de lui une apparence d'obéissance, les officiers n'éprouvaient plus d'autre désir que de fuir ce maudit pays, de rentrer en France, et c'était bien au hasard que marchait l'armée, « si toutefois on pouvait encore donner ce nom aux troupes qui font la retraite » (1). La maraude nécessaire conduisait au ravage inutile; vols, puis pillages, dévastations même, et dans les villages de San Agostin, Cincovillas, Rellanos, Las Navas de Buitrago, aux églises profanées on avait emporté les calices, jetant les hosties saintes à terre. Ces détestables errements demeuraient impunis; le correct diplomate qui suivait pas à pas cette marche rétrograde n'en cachait pas au ministre de l'Empereur la honte et le danger :

L'autorité du Roi est inconnue et le Mal Moncey semble s'être enveloppé d'un voile au moment où il pouvait rendre les meilleurs services. Le parti qui ne respirait que pillage et contributions a triomphé vers le 15 juin. Il a soufflé ses fureurs dans tous les rangs et laisse un triste héritage à recueillir aux généraux que S. M. l'Empereur enverra désormais en Espagne.

Si les troupes étaient attaquées avant d'avoir pris position et avoir été réorganisées derrière l'Ebre, le peu d'accord entre les généraux, le mécontentement, l'insubordination amèneraient des événements déplorables (2).

Un autre témoin, et sa qualité de Français le rend bien croyable, nous offre un double tableau dont le contraste n'est pas à notre honneur : le 4 août l'émeute grondait à Bilbao; dans la nuit on arrêta les Français, mais ils furent traités avec humanité; un exalté ayant demandé leur mort, on l'obligea à se taire et à se retirer; le 16 août, délogeant

(1) La Forest à Champagny, 10 août 1808, vol. 676, fol. 21 à 23.
(2) *Ibid.*, 11 août 1808, vol. 676, fol. 34.

Blake, le général Merlin arrivait avec sa division; notre consul se rendit près du vainqueur afin de témoigner de la soumission des habitants et rappeler leurs procédés; sur les marches de l'hôtel de ville on tira sur lui, son compagnon fut tué à ses côtés, et malgré son uniforme des soldats l'accablèrent de menaces; le consulat ne demeura pas épargné dans le pillage, on lui enleva sa caisse comme on prit plus d'un million dans la ville, taxée déjà d'une contribution de 250.000 francs (1). L'indignation soulevée par de pareils procédés nous faisait bien du mal (2).

Barcelone présentait le spectacle quotidien de ces violences et de ces vengeances. Ici nous gardons la consolation de n'avoir pas à accuser nos compatriotes : les napolitains du général Lecchi sont en cause. Ces médiocres soldats étaient d'excellents pillards; toutes les maisons de plaisance des environs reçurent leur visite; les plus habiles découvrirent des lingots d'argent: ils les expédièrent en Italie; vingt-quatre otages furent pris parmi les notables et conduits à la citadelle; là, leurs parents étaient admis à les voir, en acquittant le droit d'un quadruple d'or par tête. Lecchi prétendit enlever leurs étendards aux gardes Wallones; naturellement colères, défis et menaces réciproques; un duel s'ensuivit entre un major napolitain et un officier espagnol, le premier prit pour témoin « une patrouille de son régiment » en avertissant son adversaire qu'elle le mettrait en pièces, s'il lui arrivait malheur. Après ces procédés, Lecchi donnant un banquet pour la « saint Napoléon » était peut-être mal venu de s'étonner des refus qu'il essuya : le capitaine général s'excusa sur son grand âge, le gouverneur sur sa fatigue, l'intendant sur une subite indisposition, le chanoine remplaçant l'évêque n'ima-

(1) Lettre du consul à Champagny, 29 septembre 1808, vol. 676, fol. 391 à 395.

(2) La Forest à Champagny, vol. 676, fol. 83.

ginait rien, mais ne paraissait pas; deux Espagnols se trouvaient enfin pour s'asseoir à cette table de cinquante couverts, présidée d'ailleurs par la maîtresse de Lecchi (1).

Voilà qui soulevait, entretenait, animait les colères et l'on comprendra le cœur espagnol en ces tristes jours si l'on médite la dure réponse, proférée par des lèvres indignes, qu'osa faire Thomas Morla aux plaintes du général Védel prisonnier :

... Votre Excellence me répondra qu'elle n'a fait qu'obéir. Mais celui qui se soumet à un capitaine de bandits n'en est pas moins coupable de tous les crimes qu'il commet sous ses ordres. Et voilà pourquoi notre gouvernement se trouve en pleine liberté de traiter V. Exc. et ses troupes, comme il le jugera convenable, et seulement sans autre respect que celui de l'humanité qui le caractérise.

III

La voix du sang parlait de même sorte et aussi haut chez les Espagnols dispersés de par le monde, la spontanéité de leur mouvement fut identique sur les deux rives de l'Atlantique. Ce n'est pas que depuis la rupture victorieuse des États-Unis avec la métropole anglaise, les colonies de l'Amérique du Sud ne fussent fort tentées de conquérir toute indépendance. Mais elles prétendaient sans doute le faire à leur heure et à leur profit. Imprudent, qui en pareil cas met la main entre l'arbre et l'écorce ; c'est la morale de la femme de Sganarelle : « Et s'il me plaît à moi d'être battue? » Napoléon croyait que des troupes européennes auraient facilement raison de tous ces créoles et qu'il suffirait de gagner à sa cause les chefs militaires des garnisons espagnoles. Parmi les onze capitaines

(1) 24 septembre 1808, AF IV, 1606, 5e dossier, n° 55.

généraux commandant les provinces d'outre-mer du roi Charles IV, il en savait un, soldat de mérite, Jacques de Liniers, vice-roi de la Plata, d'origine française (1), adversaire heureux des Anglais et ayant témoigné par lettres, en 1806 et en 1807, son admiration pour le vainqueur d'Iéna et de Friedland. Il paraissait donc bien choisi. Hugues Maret vint dire qu'il connaissait quelqu'un en relations avec M. de Liniers : un ancien officier, ex-député aux États généraux qui pendant l'émigration avait fait du commerce et s'était marié aux Antilles; il se trouvait en France pour rassembler les débris de son patrimoine. Aussitôt on partit chercher dans son château délabré de Bourgogne ce marquis de Sassenay (2) qui, fort perplexe de cet enlèvement inattendu, cherchait encore le mot de l'énigme lorsqu'on l'introduisit à Marrac, le 29 mai 1808, dans le cabinet de l'Empereur. L'audience fut courte et caractéristique :

« Vous êtes lié avec M. de Liniers?

— Oui, Sire.

— Je vais vous charger d'une mission auprès du vice-roi de la Plata.

(1) Jacques *de Liniers* (1753-1810) né à Niort. Entra jeune au service de l'Espagne (1774) et fut envoyé en Amérique (1788). Gouverneur du Paraguay (1801). Repoussa les Anglais de Buenos-Ayres (1806 et 1807) et après ces succès jouit de la plus grande popularité. Il fut nommé chef d'escadres et vice-roi de la Plata. — La Junte de Séville le créa comte de Buenos-Ayres, en lui donnant un successeur (1809). — Retiré dans le pays, à Cordoba, il sortit de son repos pour défendre la cause de Ferdinand contre les créoles révoltés; abandonné et trahi, il fut pris et fusillé sans jugement. — Ses restes ont été rapportés en 1862 en Espagne; il est enterré près de Cadix, au collège de la marine de San Fernando, auprès de Christophe Colomb, don Juan d'Autriche, Magellan, Gonsalve de Cordoue.

(2) Claude *Bernard* marquis de *Sassenay* (1760-1840), d'une vieille famille parlementaire de Bourgogne. Député de la noblesse du baillage de Chalon-sur-Saône aux États généraux. Officier à l'armée de Condé. Au service de l'Angleterre et envoyé aux Antilles (1796). Rentré en France (1804). Mission à Buenos-Ayres (1808). Prisonnier et transféré sur les pontons de Cadix d'où il s'évade (1810). Secrétaire des commandements de la duchesse de Berry. Député de Saône-et-Loire (1830-1831).

— Votre Majesté voudra bien me permettre de retourner chez moi pour mettre mes affaires en ordre avant d'entreprendre un aussi long et périlleux voyage.

— C'est impossible. Vous avez vingt-quatre heures pour vous préparer. Faites votre testament. Maret se chargera de le faire parvenir à votre famille. Allez trouver Champagny qui vous donnera vos instructions (1). »

Et ce fut ainsi : le lendemain il prenait la mer sur un méchant brick, le *Consolateur*, qui après soixante-dix jours d'une navigation affreuse le débarquait à Maldonato. Il devait faire connaître à son ami « quelle gloire environne la France et quelle influence le puissant génie qui la gouverne exerce sur l'Europe à laquelle il dicte ses lois » ; examiner l'effet produit en Amérique « par l'heureux changement accompli en Espagne (2) », et revenir apporter des nouvelles.

M. de Sassenay était muni du texte des abdications de Bayonne, de la cession au roi Joseph, de lettres confidentielles d'O'Farrill et de d'Azanza aux gouverneurs généraux. La prudence de M. de Liniers éprouva un grand embarras, mais l'indignation des Espagnols aucun : après une explosion de colère du conseil de Buenos-Ayres convoqué d'urgence, le gouverneur don Xavier Élio fit appréhender le messager de l'Empereur et, malgré M. de Liniers que sa qualité d'étranger rendait déjà suspect, le mit en prison (3). — La

(1) Pendant que M. de Sassenay partait à son corps défendant à Buenos-Ayres, d'autres se proposaient pour aller porter la nouvelle de l'avènemen de Joseph : M. de Pons (auteur d'études coloniales) de se rendre dans le Vénézuela à Caracas; le lieutenant Galabert, au Mexique. — AF IV, 1610, pièces 169 et 171.

(2) Le général Bartholomé Mitre, *Historia de Belgrano y de la Independencia Argentina*, t. Ier (1887). — Marquis de Sassenay, *Napoléon Ier et la fondation de la République Argentine*, p. 132.

(3) Les aventures de M. de Sassenay n'étaient pas finies : il fut gardé aux fers puis transporté à Cadix avec les prisonniers de Baylen (février 1810) sur

chute de Godoy avait été acclamée par les patriotes que les événements de Bayonne exaspérèrent. Pour avoir hésité un moment s'il accepterait la royauté de Joseph Bonaparte, M. de Liniers avait perdu la confiance des créoles fidèles aux Bourbons, et les Espagnols proclamaient avec emphase « la lutte à mort contre le monstre inique qui a violé toutes les lois humaines ». A son tour, la Junte de Séville envoya un délégué, don Manuel de Goyenèche, afin d'annoncer la déclation de guerre à la France, l'écrasement et le massacre des Français dans la péninsule, ordonner l'emprisonnement de tous nos compatriotes domiciliés dans l'Amérique espagnole. Don Manuel fit procéder à la proclamation officielle de Ferdinand VII. Bien que le loyalisme de M. de Liniers ait souscrit aussitôt à cette reconnaissance, un mouvement populaire abattit son prestige, et bientôt le gouvernement de Séville, en le nommant par compensation « comte de Buenos-Ayres », lui envoya un successeur don Balthasar de Cisneros, lieutenant général de la marine. L'exaltation du premier moment ne s'atténuait pas; de Cuba à Mexico, au Chili, au Pérou, de Saint-Domingue aux Philippines les sentiments éclataient contre « l'usurpateur »; et les protestations de fidélité ne se bornaient pas à de vaines clameurs; à la mère patrie qu'il ne pouvait servir de son bras, chacun envoyait du moins le secours de sa bourse : bientôt 70 millions (1) furent adressés à la Junte suprême, qui dans son enthousiaste gratitude voulut proclamer que « les vastes et précieux domaines que l'Espagne possède dans les Indes sont partie essentielle et intégrante de la monarchie espagnole », en

le ponton qui le 15 mai suivant opéra cette célèbre évasion périlleuse où 1,500 Français purent s'échapper. Il rentra en France et l'Empereur l'y oublia.

(1) Toreno, *Histoire du soulèvement et de la révolution d'Espagne*, t. II, liv. 8. — Genaro Garcia. *El clero de Mexico y la guerra de Independencia.* — « Correspondance des évêques d'Amérique qui envoient des dons. » Dans les Archives privées du comte de Bureta, à Saragosse.

leur accordant une représentation nationale directe et immédiate (1). Les événements ne répondirent pas longtemps à cette parfaite union, et les circonstances, au contraire, aboutirent à l'autonomie de ces pays que les conjonctures critiques semblaient souder davantage à la métropole; mais l'adhésion tout d'abord fut spontanée, unanime, semblable à celle dont nous avons noté la première explosion à Buenos-Ayres, là où Napoléon avait envoyé son messager.

IV

Pour se protéger, les colons fidèles d'Amérique avaient entre eux et le génie du conquérant la barrière de l'Océan et les flottes de l'Angleterre; il en allait tout autrement des soldats de l'Espagne, éloignés du sol natal et cantonnés au fond du Danemark. On sait comment ils étaient arrivés là.

L'Empereur voulant renforcer ses lignes du nord, où tombait alors tant de monde, après Eylau, victoire ruineuse, obtenait que les troupes espagnoles, tenant garnison à Livourne, Pise et Florence, fussent mises à sa disposition et qu'un corps d'une force égale partît des Pyrénées pour les rejoindre.

A ce propos on a pu se demander si Napoléon, dans un adroit machiavélisme, ne prétendait pas plutôt dégarnir l'Espagne de ses troupes régulières que s'adjoindre un secours de peu d'importance numérique, et on a beaucoup épilogué sur la ridicule proclamation du prince de la Paix, à la veille d'Iéna; l'Empereur aurait momentanément gardé le silence, se pro-

(1) Décret du 22 janvier 1809.

mettant à la prochaine occasion de décimer l'armée de Charles IV afin de ne plus rien craindre d'elle. Je ne crois pas le calcul si rigoureux; et chaque fois qu'il est permis de secouer du manteau aux abeilles d'or un grain de poussière, on le doit faire. Il est peu vraisemblable que l'Empereur, à la fin de 1806, ni même au commencement de 1807, ait déjà arrêté le détail de ses plans sur l'Espagne, et il lui demandait des soldats pour augmenter ses propres ressources, voilà tout. Ce mode de recrutement lui plaisait, il lui semblait réaliser ainsi une économie nationale, et de fait il eût été avantageux sans un seul inconvénient qui le rendait détestable : la fidélité de telles troupes dépendait de la victoire.

Le premier contingent sorti de Toscane parcourut Tyrol, Bavière, Franconie et Hanovre pour arriver au mois de juin à Hambourg. Le second le rejoignit un peu plus tard dans ce même lieu de cantonnement, entrant en France par les deux routes de Bayonne et de Perpignan, traversant Lyon, Besançon, Mayence. L'Empereur avait donné les ordres les plus minutieux pour qu'il fût traité avec égards, prévenance et courtoisie; et il y tint sévèrement la main. On peut voir ici une preuve nouvelle qu'il considérait ces troupes comme des alliées et non comme des otages. Elles formaient un appoint total de plus de 16,000 hommes. D'abord destinées à servir sous le maréchal Brune, elles furent réellement mises, dans la division Molitor, sous le commandement de Bernadotte; et au siège de Stralsund elles se distinguèrent.

Napoléon songea alors à les employer (il l'écrivait à Berthier) « pour ou contre le Danemark, selon l'issue que prendraient les affaires». Il les employa *pour*, car les Anglais, en brûlant Copenhague, avaient violé le droit public et rejeté plus fermement les Danois dans notre alliance. Il réunit, au printemps de 1808, ces Espagnols dans la presqu'île du

Jutland et dans les îles de Fionie, de Langeland, de Seeland; les dépôts restaient sur le continent, à Altona et à Hambourg (1).

Le séjour des Espagnols en Danemark est un épisode très attachant de cette histoire.

Ces soldats du roi catholique, enfants du soleil de la Castille et de l'Andalousie, se trouvaient en contact, sous le ciel brumeux et dans la neige, avec les sujets luthériens d'un prince allemand. Les paysans danois, dans leur ignorance, avaient eu d'abord grand'peur à l'arrivée des « étrangers » : les femmes fuyaient, les hommes se mettaient en défense. Cependant le bon ordre et la discipline des espagnols eurent raison du premier effroi, et la prière du soir faite avec recueillement par les compagnies sur la grande place des bourgs et des villes acheva de gagner la confiance, puis la sympathie des indigènes qui, après avoir rêvé de mille maux, ne les redoutaient plus de la part de soldats si religieux. Les petits services rendus de part et d'autre scellèrent la bonne entente. Il fallait seulement un interprète : un juif hollandais, évadé on ne sait d'où, se rencontra tout naturellement; on dut bientôt l'arrêter pour ses vols et l'emprisonner. — Toutefois la glace était rompue.

Les Espagnols parurent aux Danois d'une gaieté et d'une vivacité étonnantes; ils aimaient les enfants et se plaisaient à jouer avec eux; le soir, assis par groupes, ils fumaient leur cigarette en pinçant de la guitare; et l'admiration était générale lorsqu'ils passaient dans les rues, drapeau au vent, précédés des timbaliers, qui, sur leur grand cheval blanc, agitaient frénétiquement leurs baguettes. L'entrée à Roskilde,

(1) Commandant Boppe. *Les Espagnols à la Grande Armée* (1899). — Le professeur Karl Schmidt a publié, dans le Bulletin de l'Université d'Odense (1902-1906), une série de documents originaux (espagnols, danois, français, anglais) sur le séjour des troupes étrangères dans sa patrie en 1807 et 1808.

près de Copenhague, des beaux régiments de Guadalaxara et des Asturies dans leur uniforme blanc, aux revers rouges et verts, avait produit la sensation la plus vive. Les yeux noirs et brillants, sous un teint brun les dents blanches, avec la mine fière et la démarche légère, ils s'avançaient en cadence; le pittoresque n'était pas exclu de cet appareil guerrier : plus d'une mandoline pendait au havresac; plus d'un soldat était monté à califourchon sur un mulet; les aumôniers faisaient caracoler leur petite monture; des chariots conduits par des enfants et des femmes terminaient le convoi.

On allait visiter ces aimables « guerriers » dans leurs cantonnements : leur politesse et leur bonne grâce étaient remarquées et si l'on aimait à voir à la tête de son régiment, droit et martial malgré ses soixante-quatorze ans, un peu en héros de Cervantès, le brigadier Dellevielleuze, on n'admirait pas moins l'élégance du brave officier qui ne manquait jamais, en rentrant de la manœuvre, de passer des bas de soie et de mettre des souliers à boucles d'argent. Mais le spectacle qui remplissait les habitants d'admiration était celui de la messe qui, faute d'églises catholiques, se célébrait en plein air sur un autel improvisé, aux accents de la musique militaire; les troupes formées en bel ordre, les hommes agenouillés le fusil dans la main et la tête nue, plus loin les femmes et les filles des officiers, le front caché sous la mantille.

Tout marchait à souhait; par leur bravoure, les Espagnols venaient de conquérir un renom dont ils étaient très fiers. De son côté, avec cette adresse native qui ne l'abandonna jamais, affectant de se souvenir qu'il était gascon, Bernadotte parlait leur langue et les comblait de prévenances.

Napoléon veillait à ce que les récits d'Aranjuez et de Madrid ne parvinssent pas clairement au fond du Dane-

mark (1). Mais ces secrets-là n'ont qu'un temps. La défiance, le mécontentement, l'irritation envahissaient déjà ces soldats loin de leur pays où tant de transformations vagues et dangereuses se déroulaient. Mis en éveil par quelques correspondances particulières échappées aux séquestrations de la poste (2), le général La Romana avait envoyé aux nouvelles deux officiers de son état-major Louis Moreno et Joseph de Llano; quand ce dernier revint, à la fin de juin, il n'avait à raconter que trop de choses sur « l'avènement » inattendu de Joseph Bonaparte, mais il rapportait des détails que l'on aimait moins à publier sur le *dos de mayo* et ses suites. C'est sous l'impression pénible de ces extraordinaires aventures que le général espagnol se demanda anxieusement quel parti adopter.

Don Pedro Caro y Suredo, marquis de la Romana, était un gentilhomme d'une fierté impressionnable, mobile, accessible aux suggestions des circonstances et de son entourage; tempérament nerveux, sobre, résistant, il se plaisait à racheter sa petite taille par un commandement énergique et une grande adresse dans ses mouvements ou ses actions. Ses débuts furent brillants sur la flotte, puis il prit part, dans l'armée de terre, aux combats de Biscaye et de Catalogne. Élevé chez les Oratoriens de Lyon, il connaissait la langue et appréciait le caractère des Français. Il avait suivi avec plus d'espérance peut-être que d'anxiété la révolution d'Espagne, il attendait beaucoup du génie de Napoléon, le proclamait bien haut, et en soldat, admirait cet incomparable général. Tout récemment, il recevait avec respect, portait avec plaisir le grand cordon de la Légion d'honneur. Cependant, il fut pris d'une émotion profonde en apprenant que son pays deve-

(1) Ordre de l'Empereur à Berthier, 29 mars 1808.

(2) Baron Didelot, ministre de France à Copenhague, à Champagny, 30 juillet 1808. Affaires étrangères, *Danemark*, vol. 181, fol. 362.

nait, subrepticement, une terre conquise, dont l'empereur des Français disposait à son gré. Il résolut de rejoindre, à travers la distance, coûte que coûte, ses amis menacés. Pour s'échapper des serres de l'aigle, son loyalisme fut condamné à emprunter la peau du renard.

Les Anglais croisaient par là. Sur les côtes du Jutland et des îles, le contact avec eux devenait facile ; l'escadre de l'amiral Keats bloquait l'entrée de la Baltique ; tout naturellement, il devina que l'envahissement de l'Espagne devait transformer ces Espagnols en alliés du roi d'Angleterre. Avec mille précautions, un passager de son vaisseau, James Robertson, prêtre catholique, descendit à terre pour aller sonder les intentions de son coreligionnaire la Romana. Il eut bientôt fait de connaître son irritation et son embarras ; sa mission n'était pas de les calmer ; il le quitta assuré de son désir de s'enfuir du Danemark et de ramener ses troupes au service de la patrie (1). — M. Mackensie, un agent britannique qui dans l'île d'Héligoland se tenait à l'affût des événements du continent, aussitôt averti, fut à Londres l'intermédiaire de cette espérance inattendue.

Cependant Bernadotte, d'ordre de l'Empereur, demandait aux troupes espagnoles le serment au nouveau souverain.

Il avisait directement et à la fois le maréchal de camp don Juan Kindelan, à la tête du contingent cantonné dans le Jutland et le marquis de La Romana resté, avec l'autre moitié de ses troupes, dans les îles. Kindelan, d'origine irlandaise bien que né en Galice, élevé au collège français de Sorèze, avait dans les veines moins de sang et dans la tête moins d'esprit espagnol que ses soldats ; l'abdication de Charles IV et l'avènement de Joseph Ier lui parurent sans

(1) *Narrative of a secret mission to the Danish Islands in 1808*, by *the Rev. James Robertson*, publié sur le manuscrit de l'auteur par son neveu Alexandre Clinton Fraser. Londres, 1863.

doute également acceptables; peut-être était-il ambitieux, la puissance de Napoléon semblait irrésistible; il se dit qu'avant tout, recevant un ordre du maréchal, son devoir militaire était de l'exécuter. Ses troupes (régiments de Zamora, du Roi et de l'Infante) ne firent pas de difficultés apparentes et prêtèrent un serment qu'on leur demandait sans leur en bien expliquer la portée.

Les choses se passèrent moins facilement dans la Fionie : fort embarrassé vis-à-vis de ses soldats, de ses alliés et de lui-même, La Romana avait besoin de gagner du temps : s'il rompait avec Bernadotte il se trouvait matériellement prisonnier au milieu de l'armée française à plus de 400 lieues de son pays, avec la responsabilité d'une action qui allait directement contre son but : garder des troupes à l'Espagne. Il tenta la chance d'obtenir l'adhésion de ses hommes en rendant les termes du serment aussi équivoques que possible. Mais les têtes s'étaient échauffées, et tandis que les uns par point d'honneur s'attachaient avec d'autant plus de passion à Ferdinand qu'ils le connaissaient moins, les autres allaient jusqu'à croire que leurs vieux étendards leur seraient enlevés. Les grenadiers du comte de San Roman promirent de jurer « ce que jurera le colonel », qui se taisait. Les dragons d'Almanza crièrent « Vive Ferdinand! » Un grand tumulte s'ensuivit. Leur colonel Caballero s'étant oublié à dire : « Tout s'apaisera si on en fusille quelques-uns », une voix partie des rangs riposta : « Prenez garde que vous ne tombiez le premier (1) ». Le bataillon de la Princesse se forma en carré, mit au milieu le drapeau et présenta les armes dans un silence plus éloquent que les protestations les plus chaudes (2).

Ému et perplexe, La Romana, sans entrer dans les détails,

(1) Comte de Clouard, *Historia del regimiento d'Almanza.*
(2) Général de Arteche, t. III, p. 169.

écrivit à Bernadotte qu'un pareil serment demeurait incompris de ses régiments. Le plus dur était de jurer lui-même : il rédigea une adhésion banale et après la lecture faite à son état-major, traça son nom au bas du papier. Très mécontent, et plus surpris encore, le prince de Ponte-Corvo n'acceptant pas d'obéissance conditionnelle prétendit qu'on recommençât. Mais la démonstration allait lui être donnée de l'impossibilité d'obtenir mieux.

Les Espagnols en garnison à Roskilde, près de Copenhague, reçurent l'ordre impératif. Par malheur le porteur leur était personnellement antipathique : Louis de Cavagnac, émigré français, actuellement aide de camp de Bernadotte, avait jadis servi au régiment des Asturies et son départ passait pour une défection; ses anciens camarades se montrèrent offusqués de sa présence, prétendirent que nul autre qu'un officier espagnol ne devait leur transmettre des ordres; les soldats firent chorus en s'écriant qu'on allait leur imposer le drapeau tricolore (1). Le colonel Dellevielleuze, très brave mais très prudent, demandait un délai pour préparer les esprits. L'aide de camp froissé de l'accueil insista pour n'en accorder aucun : le lundi 1er août, 8 heures du matin, étaient le jour et l'heure fixés par le prince de Ponte-Corvo. Le repos du dimanche permettait tous les conciliabules. La rébellion éclata. Elle se portait de suite aux excès et les fusiliers du régiment des Asturies coururent sus aux officiers français; un sous-lieutenant fut tué à coups de crosse, d'autres échappèrent, mais blessés; Dellevielleuze fit un rempart de son corps au général Fririon qui put gagner l'asile d'une église voisine. Le colonel de Guadalaxara parvint à arrêter ses compagnies qui déjà marchaient sur Copenhague. Bernadotte prescrivant aux régiments insoumis de porter, par

(1) Dépêche de Yoldi, ministre d'Espagne en Danemark. *Espagne*, vol. 676, fol. 4 à 14.

punition, un crêpe à l'épée, ne s'imaginait pas sans doute être beaucoup obéi. La rupture se trouvait consommée, car la toile se déchirait.

Un jeune sous-lieutenant espagnol, Fabreguez, audacieux comme on l'est à vingt ans, força la barque d'un pêcheur danois à le conduire en pleine mer à bord du *Superbe*, auprès de l'amiral Keats. Là une heureuse surprise l'attendait : sur le même vaisseau venait d'aborder un de ses compatriotes, Raphaël Lobo, officier de marine envoyé de Londres par les députés des Asturies, précisément pour comploter avec La Romana une évasion (1).

Le général ainsi prévenu hâta ses préparatifs secrets pour quitter le Danemark, envoyant à Kindelan l'ordre de se conformer à son mouvement et de le rejoindre. Mais Kindelan se faisait sur son devoir des idées différentes et il monta à cheval pour prévenir Bernadotte. Le maréchal traversant aussitôt le détroit arriva à temps pour couper la retraite aux cavaliers du régiment d'Algarve qui attendaient impatiemment sur le rivage l'approche des bateaux de transport (2). La scène devint tragique : le colonel était un gentilhomme du Roussillon, M. de Lacoste, qui en émigration avait servi aux gardes du corps de Charles IV. Il s'avança et dit : « Je demeure seul responsable, ces hommes m'ont suivi; » et se tournant vers son régiment : « Je suis né français, mais je dois de la reconnaissance à l'Espagne. Je ne veux ni combattre mes compatriotes ni paraître ingrat pour ma nouvelle patrie. Je vais mourir. » Et d'un coup de pistolet le malheureux se cassa la tête en face des deux armées.

Cependant La Romana avait ouvert à l'amiral Keats le

(1) Archives de Simancas, *Estado*, 8171, dossier 3.

(2) Par une exagération évidente, le général de Arteche (III, 193) parle « de quinze escadrons de cavalerie les plus brillants et les plus nombreux de l'armée française » ; en réalité le major Ameil conduisait un escadron de chevau-légers belges et un autre de dragons danois.

port de Nyborg, il encloua les canons et passant dans la petite île de Langueland, groupa comme des naufragés plus de 9,000 hommes (1) attendant avec une impatience qui se devine les transports anglais d'un tonnage suffisant pour emmener ses troupes. Après huit jours d'anxiété, le 21 août, ils purent mettre à la voile; la semaine suivante ils atterrissaient à Goeteborg, en territoire suédois, et le 5 septembre, 27 vaisseaux les venaient chercher pour les conduire en Espagne, avec une allégresse qui tourna au délire en touchant la Corogne et Santander : les illuminations et les vivats traduisaient la flamme et l'élan des cœurs. — La fête fut bientôt changée en pompe funèbre, car ces régiments, joyeusement enrolés dans l'armée de Blake, s'allèrent perdre avec lui dans les défilés d'Espinosa et après deux jours de lutte, écrasés à coups de baïonnettes, roulèrent comme des épaves dans les eaux du torrent. Ils avaient donc supporté le froid du Nord, les tristesses de l'exil, les hasards d'une évasion, les intempéries de la mer, pour tomber en un jour de désastre sur le sol tant désiré de la patrie. Ainsi La Romana ne les avait ramenés en Espagne que pour y mourir.

V

C'était cependant à l'heure où les patriotes croyaient le plus fermement en la vitalité de l'Espagne, ils escomptaient déjà dans ses veines appauvries l'infusion d'un sang nouveau.

(1) D'après les renseignements du comte de San Roman, La Romana emmenait 369 officiers et 8,821 hommes; il laissait 225 officiers, 4,950 hommes et 2,980 chevaux. Ce second contingent, conduit à Altona, fut interné par petits groupes dans quelques places fortes du nord et de l'est de la France.

Faisant bon marché des « vieux Rois » tombés par leur faiblesses, leurs fautes et leurs vices, gardant de la monarchie sa force secrète de l'hérédité, ils cachaient le velours usé et sali du trône sous la soie brillante des couleurs nationales, et avec un cri de ralliement qui les unissait, ils ne craignaient plus de laisser à chaque province la libre expansion de son élan et de sa foi. A la vérité, enivrés depuis Baylen au point de croire naïvement que ce coup de fortune terminait tout, sans plan, sans liaison et sans but, les belligérants espagnols s'épuisaient en contremarches.

Leurs positions pouvaient se résumer ainsi : L'armée de Valence (12,000 hommes), avec Llamas, était entrée à Madrid (13 août). L'armée d'Andalousie avec Castaños, fêtée à Séville, arrivée seulement par divisions (23 août et 10 septembre) dans la capitale, avait ses 30,000 hommes disséminés entre Cordoue et Ségovie. En Estramadure, de nouvelles levées, concentrées à Badajoz, recevaient des Anglais vêtements et fusils. L'armée de Murcie avec Saint-March, au nombre de 16,000 hommes, rejoignait près de Saragosse le comte de Montijo et le général O'Neill, qui occupaient, perdaient, reprenaient Tudèle au maréchal Moncey (19-31 août, 23 septembre). Réfugiée dans les montagnes de Léon, avant de s'avancer vers la Biscaye, l'armée de Galice (30,000 hommes) était commandée par Blake; l'armée de Castille, aux ordres de la Cuesta (12,000 hommes), se retirait vers Salamanque et les deux généraux restaient en querelle pour ou contre la Junte de Séville. Les troupes de Catalogne guerroyaient au hasard contre les Français, à peu près bloqués dans Barcelone.

Une telle anarchie militaire effraya les plus optimistes et, au commencement de septembre, les généraux vinrent tenir un conseil de guerre à Madrid. Ils n'imaginèrent rien de mieux que de recommencer un mouvement tournant qui eut

contraint l'armée française à une capitulation nouvelle; comme on avait acculé Dupont entre le Guadalquivir et la Sierra, on envelopperait Joseph sur la ligne de l'Ebre en le poussant en face par les trois corps de Llamas, la Peña et la Cuesta; — Palafox remonterait le long des Pyrénées pour le prendre à revers à droite; — Blake descendrait le long des monts Cantabriques pour le prendre à revers à gauche.

Mutuellement satisfaits de cette stratégie simpliste, ils partirent convaincus que la concevoir c'était la réaliser, et chacun regagna son camp, en rêvant à ce qu'il ferait au lendemain de la victoire. L'entente des généraux avait été unanime à ne pas désigner de généralissime. Une semblable jalousie paralysait la Junte de Séville tout à fait omnipotente après les succès d'Andalousie, et tout à coup discréditée par ses querelles intestines et pour ses prétentions extérieures. La suspicion, par conséquent la division, sont souvent la pierre d'achoppement des plus beaux soulèvements nationaux. Chacun voulait représenter le pouvoir et chacun en cherchait pour lui seul une représentation qui fût indiscutable. L'envie aussi en prit au Conseil de Castille, se souvenant d'avoir été le premier tribunal du royaume. Mais il manquait de résolution, avait perdu son prestige, se sentait obligé de justifier sa conduite (1), et son président don Arias Mon, en établissant la nécessité d'un gouvernement central, avouait sa crainte de lui donner, s'il le personnifiait dans sa compagnie, une trop faible base. Il écrivit aux juntes provinciales : il faut une autorité suprême, envoyez ici des députés qui la

(1) Ce *Manifesto de los procedimientos del Consejo Real en los gravissimos sucesos occurridos desde octubre del año proximo passado,* parut le 27 août 1808. Ses 116 pages renferment l'historique documenté des actes du Conseil de Castille, suivi d'une lettre du président don Arias Mon, adressant à toutes les Juntes un appel à la concorde.

Le général de Arteche remarque que ce mémoire « ne causa pas de sensation chez le peuple, enflammé d'intransigeance ».

constitueront. C'était remettre le pouvoir exécutif à un pouvoir législatif; l'histoire n'a guère enregistré d'autre succès d'une semblable conception politique que celui de notre Convention; obtenu on sait à quel prix.

Les uns parlaient des *Cortès;* mais la convocation, l'élection, la réunion des membres d'une telle assemblée eussent été des conditions impossibles à réaliser sur un territoire sillonné de belligérants. La pensée d'une *Régence* vint à d'autres, et les hommes d'épée y trouvaient du penchant, car à l'instant où Ferdinand VII fut vraiment prisonnier, Castaños et Palafox songèrent à pressentir la Cour d'Autriche et à lui demander l'archiduc Charles. C'était remonter d'un siècle jusqu'avant l'arrivée des Bourbons et reprendre la vieille lutte de succession dont avait tant souffert la péninsule. Le précédent était malheureux et n'offrait d'autre avantage que l'analogie historique d'une résistance à Louis XIV. Le cabinet de Vienne eut bientôt fait de souffler sur ce rêve. Deux noms étaient encore mis en avant : celui du petit-fils de Charles III le prince Léopold de Bourbon (1), fils du roi de Sicile; celui du petit-fils de Charles IV l'Infant de Portugal dom Pedro, d'Alcantara (2). — La Cour de Palerme se montra très chaude et tout aussitôt fit agir son représentant à Londres, le prince de Castel-Cicala; mais les Anglais demeurèrent très froids. — Le prince Léopold, dans le plus grand secret, était parti de sa personne (26 juillet) jusqu'à Gibraltar (8 août) afin de s'aboucher avec le général Dalrymple, lequel l'écon-

(1) Joseph Michel Léopold *de Bourbon*, prince *de Salerne* (1790-1851), second fils de Ferdinand IV et de l'archiduchesse Marie-Caroline de Lorraine. Il épousa en 1816 Marie Clémentine d'Autriche.

(2) Dom Pedro *d'Alcantara*, prince *de Beira* (1798-1834), fils du prince régent, depuis Jean VI roi de Portugal et de l'infante Charlotte de Bourbon. Il avait été emmené en 1807 au Brésil dont il fut proclamé Empereur constitutionnel (1822). Lui-même devenu roi de Portugal (1826), il abdiqua en faveur de sa fille doña Maria sous la régence de son frère dom Miguel. Chassé du Brésil (1831), il reconquit contre dom Miguel le Portugal (1833).

duisit après avoir renvoyé plus brusquement un agent napolitain le chevalier de Robertone arrivé en avant-coureur. — Le prince tenta de réunir quelques partisans en Andalousie; l'échec fut absolu auprès des juntes et il lui fallut regagner Palerme (1), où vers le même temps débarquait, non moins déçu, cherchant également fortune, son futur beau-frère Louis-Philippe d'Orléans. Celui-ci, sentant la nécessité de rendre quelque lustre au nom brillant que son père avait terni, pensait, au milieu de ce trouble universel, se tailler un royaume dans les colonies espagnoles d'Amérique; dès le mois de mai il faisait adresser au cabinet anglais un mémoire sur son projet, et les avantages qu'en recueillerait aussi la Grande-Bretagne (2). Ils ne parurent pas évidents. Au mois de juillet il renouvelait ses instances, prenant pour y réussir des précautions jusqu'à solliciter l'agrément du comte de Provence (3); mais le cabinet de Londres, qui lui servait une pension, maintint son *veto*, et ce ne sera que deux ans plus tard que le prince viendra jouer un rôle, d'ailleurs momentané, à Cadix.

Dans cette confusion, l'idée d'un gouvernement parlementaire, pivot sur lequel tournerait l'axe de l'Espagne, souriait à beaucoup d'esprits (4). Le Conseil de Castille avait ouvert la voie : une assemblée élective représenterait le Roi absent et prisonnier. Un peu de tous les côtés les « députés » arrivaient des provinces dans la capitale; et leur premier souci comme leur première dispute fut le choix de leur lieu de réunion. Enfin le palais d'Aranjuez, voisin de Madrid et d'un

(1) Champagny à La Forest, 3 septembre 1808, vol. 676, fol. 218.
De Arteche, *Guerra de la Independencia* t. III, p. 118-119. — Napier, *Guerre de la péninsule*, t. Ier, liv. II, chap. III, et t. II, appendice 8.
(2) Baron de Guilhermy, *Papiers d'un émigré*, p. 196.
(3) Crétineau-Joly, *Louis-Philippe et l'orléanisme*, t. I, p. 260.
(4) La Junte de Murcie semble avoir été la première (22 juin) à exprimer publiquement ce désir.

bon renom populaire depuis le *motin* du 18 mars, fut adopté; le 24 septembre, la cérémonie d'ouverture s'y déroula. — Dans la chapelle, l'un des membres, l'archevêque de Laodicée, coadjuteur de Séville, célébra uue messe solennelle et reçut de tous un serment émouvant (ridiculement fanatique, disait La Forest.) En voici le texte original, qu'il ne faut pas affaiblir par une traduction :

Jurais à Dios y à sus santos evangelios y a Jesu Cristo crucificado, cuya sagrada imagen teneis presente, que promovereis y defendereis la conservacion y aumento de nuestra santa religion catolica, apostolica, romana, la defensa y fidelidad a nuestro augusto soberano Fernando VII, la de sus derechos y soberania, la conservacion de nuestros derechos, fueros, leyes y costumbres, y especialmente los de sucesion en la familia reinante; guardando secreto en lo que fuere de guardar, apartando de ellos todo mal, y persiguiendo a sus enemigos a costa de vuestra misma persona, salud y bienes? — Si juro. — Si asi lo hiciereis, Dios os ayude; y si no, os le demande en mal, como quien jura su santo nombre en vano. Amen!

Après le *Te Deum* chanté par les moines de San Pascual, les députés, au milieu de la haie formée par les bataillons de Valence, proclamèrent une fois de plus Ferdinand, et en redisant ce nom du haut du grand balcon extérieur, soulevèrent les transports de la foule qui se pressait sur la vaste esplanade du palais. Ces vingt-quatre députés avaient fait choix pour les présider de Florida Blanca, personnage considérable autrefois, depuis seize ans vivant dans la retraite, octogénaire frappé de cette double maladie : l'ignorance du présent et l'entêtement du passé. Pouvait-il de bonne foi croire que l'Espagne, pour être heureuse, avait autre chose à faire que de retourner au temps de son consulat? — Mais, en 1808, les circonstances différaient terriblement de 1792. — Le secrétaire de l'Assemblée, dans la vigueur de l'âge, jeune de caractère, ardent d'opinions, don Martin de Garay offrait

tout contraste avec Florida Blanca; porte-parole attitré de la Junte centrale, il se servirait volontiers des mots les plus vifs pour traduire ses pensées, et les patriotes les plus purs pouvaient garder confiance en ce diplomate improvisé qui désignait sans ambages aux chancelleries européennes Joseph Bonaparte, comme un « roitelet subalterne placé à notre tête pour nous communiquer les ordres du tyran ».

Le député des Asturiens était fort en vue : don Gaspar Melchior de Jovellanos, savant dans le cabinet, éloquent à la tribune, connaissant les affaires, mais porté aux spéculations, aux nouveautés, aux aphorismes d'école. Ses collègues paraissaient de fort braves gens, tous remplis de sincérité et de bons désirs; peu offraient des capacités supérieures, aucun ne s'imposait véritablement par sa naissance, des services éclatants ou une popularité justifiée (1). L'Espagne possédait un cœur qui battait d'une façon agitée, mais pas de tête pour diriger, ni de main pour se faire obéir. Le choix de ses ministres montrait la banalité de ses volontés et la pauvreté de ses moyens (2). — Mais il est un Dieu pour les gouvernements nouveaux comme pour les jeunes hyménées : l'espé-

(1) « ... Exceptés M. de Florida Blanca et M. de Jovellanos, tous les autres personnages sont des gens médiocres, sans crédit, sans considération, sans prise quelconque sur l'opinion, et dont quelques-uns, le comte de Tilly par exemple, savent à peine écrire une lettre. Pas un homme tiré des grandes places, du Conseil d'État, du Conseil de Castille, du Conseil des Indes, pas un membre de l'ordre judiciaire. — Don Francisco Palafox et le comte de Contamina, l'un frère, l'autre beau-frère de Palafox, sont les seuls individus tenant aux grands d'Espagne. »

Dépêche à Champagny, Vittoria, 12 octobre 1808, vol. 677, fol. 49.

A la vérité François Palafox n'était pas « grand »; et la Junte d'Espagne comptait au contraire parmi la Grandesse : le marquis de Villel (Catalogne); le marquis de la Puebla (Cordoue); le comte d'Altamira (Madrid); le prince Pio (Valence).

(2) Ils furent nommés le 16 octobre : secrétaire d'État, Cevallos; — à la justice, Hermida; — à la guerre, le lieutenant général Cornell; — à la marine, le lieutenant général Escano; — aux finances, Saavedra. — L'évêque d'Orenze fut désigné comme inquisiteur général. — Vol. 677, fol. 104.

rance du lendemain fait crédit aux inexpériences et les premières gaucheries ont du charme. Les agents diplomatiques de l'Europe s'étaient empressés d'offrir et d'entretenir des relations par estime de la cause plus que par confiance en ses soutiens (1).

La Junte suprême perdit un temps précieux à des détails, parfois à des puérilités : elle s'attribua le titre de « Majesté », et décerna à son président, celui d' « Altesse », donnant de « l'Excellence » à ses membres avec 120,000 réaux de traitement. Confisquer les propriétés du prince de la Paix et de sa famille c'était satisfaire des haines sans apaiser des appétits. Elle excita les passions par des mesures violentes, flattant le bas peuple de mots sonores et le clergé de promesses creuses.

Une force dont on parlait moins, mais sur laquelle on s'appuyait plus, c'était l'Angleterre. Dès la rupture matérielle avec Napoléon, les nœuds s'étaient renoués à Londres sans qu'il fût besoin d'y mettre la main et du même mouvement les Espagnols, s'arrachant de l'alliance française, se jetaient instinctivement dans l'alliance britannique. Les Anglais avaient déjà un pied posé sur le sol de la péninsule, en Portugal; ils virent s'ouvrir avec une joie non dissimulée la porte toute grande; payant au reste largement leur écot en guinées, fusils, habillements et vaisseaux; l'imprévu les trouva prêts (2); et à Cadix, le jour même où l'émeute vint bloquer

(1) « Les ambassadeurs d'Autriche et de Russie dirigent par la Junte suprême la correspondance diplomatique qu'ils ont avec leurs cours. Une felouque les porte du port de Grao au vice-amiral Martin, en croisière dans cette partie de la Méditerranée, et celui-ci la fait parvenir à Trieste d'où elles sont remises à l'ambassade de Russie à Vienne qui les envoie à sa cour. On peut inférer de là l'état des relations entre l'Autriche, la Russie et la France quand les ministres de Vienne et de Pétersbourg préfèrent confier leur correspondance aux Anglais auxquels ils ont déclaré la guerre plutôt que de l'exposer à passer par les mains des Francais, leurs alliés. »

La Forest à Champagny, 24 septembre 1808, vol. 676, fol. 357.

(2) Notre consul aux îles Baléares donnait des renseignements détaillés sur ces mouvements dès le mois d'avril et signalait la croisière de 9 vaisseaux

notre escadre en rade, l'offre de leurs services se présenta si prompte que le seul souci des Espagnols fut d'écarter l'empressement de ces obligeants amis. — Depuis, l'union s'affermit chaque jour, comme une logique qui s'impose, troublée seulement par le formalisme anglais et la forfanterie castillane faite pour déconcerter les plus persévérants secours. La Junte des Asturies avait précipitamment envoyé à Londres deux députés, don Andrès Angel de la Vega et le vicomte de Matarosa, depuis célèbre sous le nom de comte de Toreno; embarqués à Gijon le 13 mai, ils abordèrent à Falsmouth le 6 juin, accueillis avec étonnement (1). Bientôt la Junte de Séville dépêcha à son tour le maréchal de camp Adrien Jacome et don Juan Ruiz de Apodaca, afin d'obtenir un appui moral et matériel (2). Le cabinet de Saint-James n'eut d'abord d'autre idée que l'offre de quelques bataillons; l'enthousiasme populaire le poussa à mieux faire et le Parlement retentit, au milieu des plus chaudes adhésions, d'accents vraiment prophétiques (3); aux subsides officiels (3 millions de piastres fortes à répartir entre la Galice, les Asturies et Séville) (4), les sympathies privées voulurent ajouter leurs offrandes : les dames de Londres recueillirent aussitôt 200,000 francs pour les veuves et les orphelins

de guerre anglais devant Mahon (vol. 674, fol. 176). — Egalement, notre consul de Cadix annonçait le débarquement à Tétuan de munitions de guerre, et l'entrée de 48 voiles anglaises à Gibraltar.

(1) Toreno, *Histoire de la révolution d'Espagne*, t. I, p. 183.

(2) Archives de Simancas, *Estado*, 8271, dossier 1.

(3) « Jamais circonstance et plus opportune ne s'offrit à la Grande-Bretagne pour frapper un coup hardi et délivrer le monde. Jusqu'ici Bonaparte a remporté des victoires parce qu'il a eu affaire à des princes sans dignité, à des ministres sans prévoyance ou à des peuples sans patriotisme; il n'a pas encore appris ce que c'était que de combattre des populations animées d'un esprit hostile. » Discours de Shéridan, juin 1808.

Débats parlementaires de la Grande-Bretagne, t. XI, p. 886.

(4) Dépêche de Juan Ruiz de Apodaca, 28 juillet 1808. — Archives de Simancas, *Estado*, 8171, dossier 3.

espagnols (1). Ce fut une émotion unanime ; tous les adversaires de Napoléon qui se trouvaient là s'agitèrent, le comte d'Artois, le duc d'Angoulême, le duc de Berry demandèrent à aller guerroyer en Espagne, ne fût-ce que comme volontaires et simples soldats (2) ; le vieux Dumouriez, à la rancune toujours en éveil, rédigea des plans militaires dont il poursuivit les ambassadeurs espagnols (3). Avant la fin de juillet, 9,000 Anglais s'embarquaient, prêts à marcher.

En touchant le continent, leur commandant le général Wellesley éprouvait deux profondes surprises : il apprenait la capitulation de Baylen qui le réjouissait, et il essuyait de la part des Espagnols le refus de sa coopération, ce qui le plongeait dans la stupeur (4). — Mais c'était un homme de bon sens et de résolution : sans se troubler il descendit en Portugal et fit de cette terre « anglomanisée » la base de ses opérations. Il y trouvait un adversaire déjà arrivé : Junot et son corps d'armée. Un double choc à Rorissa le 17 août, à Vimeiro le 21 août lui amena la victoire, et la confiance ébranlée revint sous le drapeau des troupes de la vieille Albion. La conclusion en fut la Convention de Cintra, dont chacun s'attribua en secret le mérite et tout haut critiqua les clauses ; somme toute, elle demeurait un avantage pour nos adversaires, car si notre armée était sauve, le Portugal était perdu. Sur ce rivage que nos étendards ne devaient plus jamais revoir, libéré désormais de notre présence, le flot britannique a fait déferler ses premières lames, peu à peu la marée montera,

(1) Vol. 676, fol. 212. — *Gazeta de Madrid*, 2 septembre 1808.

(2) Dépêche de Juan Ruiz de Apodaca, 23 juillet 1808. Simancas, *Estado*, 8171, dossier 3.

(3) Dépêches de Ruiz Apodaca des 18 août et 22 décembre 1808. *Estado*, 8171, nos 3 et 4.

(4) Au nord à la Corogne, au sud à Cadix, les autorités espagnoles n'autorisèrent pas le débarquement des troupes britanniques par orgueil national. Gomez de Arteche, *De la cooperation de los Ingleses en la guerra de la Independencia*.

tombant dans les vallées d'Andalousie, glissant sur les plateaux des Castilles, s'écoulant par les fissures des Sierras, jetant son écume jusqu'aux flancs des Pyrénées, pour étendre enfin, au bout de cinq années, sa nappe dormante dans les plaines du Languedoc et battre au pied les murs de Toulouse.

Si l'orgueil castillan prétendait s'affranchir des compagnons étrangers, la gloire ne se partageant avec personne, il acceptait les subsides matériels, choses de peu, qui font bien de l'honneur à qui les offre. C'est ainsi que les soixante-neuf transports anglais escortés de trois vaisseaux de ligne, qui n'eurent pas licence de débarquer leurs troupes, ne passèrent cependant pas si vite devant la Corogne qu'ils ne pussent laisser à terre de l'argent, des habillements, des vivres et des munitions. A Cadix également, le 16 août, arrivait de Londres un million de piastres; et à la fin de septembre, on était en droit d'établir ce calcul : le Royaume-Uni, tant en Portugal qu'en Espagne, depuis le commencement du mouvement de résistance, avait rapatrié, habillé, équipé 4,000 Espagnols, ses anciens prisonniers, et fait passer dans la péninsule 35 millions, 80,000 fusils avec leurs munitions, 20,000 paires de souliers, autant d'uniformes, et enfin, — peuple pratique qui songe à tout, — 200,000 livres de fromage pour la troupe. En assez d'autres circonstances il faut blâmer cette nation mercantile, pour reconnaître son élan à livrer des marchandises dont la facture ne serait vraisemblablement jamais acquittée. Elle prodigua ses « commis » afin de soutenir l'honneur de la raison sociale : une nuée d'agents vint s'abattre en Espagne (1).

D'abord, des agents civils : Charles Stuart à la Corogne,

(1) AF IV, 1610, pièce 182.

avec deux sous-ordres : M. Hunter à Gijon pour toute la région des Asturies, M. Duff à Cadix. — Surtout des envoyés militaires : sir Thomas Dyer, qui ne fit que passer; le major Roche, attaché au général La Cuesta; le capitaine Patrick près de la Junte d'Oviedo; les capitaines Caroll et Kennedy, le colonel Brown à Oporto; et en Catalogne le major Green. Il y avait encore un escadron volant d'officiers employés par les généraux anglais auprès des généraux espagnols, comme mentors, correspondants et quelque peu espions sans doute : chez Castaños, où bientôt il fit autorité, le capitaine Whintingham; à l'armée de l'Ebre le colonel Graham; auprès de la Junte de Séville le major Coxe; auprès de la Junte suprême d'Aranjuez lord William Bentinck, qui organisa et garda dans sa main tout un service de relations. Trois majors généraux Leith, Broderick et Sontag parcoururent les Asturies, la Galice et le nord du Portugal. A Oporto, sir Robert Wilson formait, avec des chefs anglais, un corps de partisans portugais : la légion lusitanienne. — L'officier qui avait rapatrié les prisonniers espagnols et jouissait pour cela d'une naturelle popularité, le colonel Doyle, vint à Madrid; il eut toute influence sur le duc de l'Infantado; il leva un régiment d'infanterie « très brillant et très bien payé ». Manquait-on d'argent? Et Dieu sait combien de longue date le déficit régnait dans les caisses du royaume! Il tirait audacieusement au profit de la Junte pour 100,000 livres sterling de lettres de change sur la Banque d'Angleterre. Aussi n'était-ce pas trop reconnaître tous ses services par le grade de général espagnol. Arrivé à ce point, sa témérité le conduisit à l'étourderie : il poussa très fort au soulèvement de Bilbao qui devait, en cas de succès, nous couper les communications avec les Pyrénées; mais l'échec fit paraître la légèreté de ce donneur de bons conseils. — Au reste, toute déception s'oubliait en face des secours monnayés : quand le 19 octobre l'envoyé offi-

ciel du roi Georges, Benjamin Frère (1), se présenta en face des quais de la Corogne, apportant 20 millions de réaux, sa frégate la *Sémiramis* était entourée avec acclamations des barques de tout le port, et l'enthousiasme dételait les mules de sa voiture où s'asseyait, il est vrai à ses côtés, un personnage capable d'exciter par sa seule présence la plus bruyante ovation : La Romana.

En ce temps-là ce n'étaient point des ovations qui saluaient « le roi d'Espagne » dans ses résidences successives : Burgos (9 août), Miranda del Ebro (17 août), Vittoria (22 septembre). Et les mesures que les circonstances le contraignaient de prendre ne ressemblaient guère à des dons de joyeux avènement. Pour remplir ses caisses vides, Joseph frappe une taxe extraordinaire sur les provinces que les troupes françaises occupent encore (2). Les propriétaires les plus riches ce sont les couvents; leurs biens sont plus faciles à atteindre que d'autres et la mainmise, qui restera odieuse aux fidèles, sera moins onéreuse, partant mieux acceptée pour les indifférents; c'est à un homme d'église que l'on confie la besogne délicate de poursuivre la perception de cet « emprunt » pour l'entretien de l'armée : l'ex-chanoine Llorente devient le grand collecteur d'impôts. Nécessaire peut-être, désespéré à coup sûr, le procédé est très certainement destiné à enlever les plus tenaces sympathies; Joseph en a fait l'aveu plus tard (3).

(1) Son frère John avait été avant lui ambassadeur d'Angleterre en Espagne jusqu'à la rupture de 1804. Benjamin lui succéda ; tous deux échouèrent devant le prestige de l'alliance française. M. Frère remplit une nouvelle mission, d'octobre 1808 à août 1809; sa correspondance a été publiée par ordre du Parlement anglais sous le titre de *Recueil de pièces relatives à l'Espagne*.

(2) Vol. 676, fol. 57 à 60. — *Mémoires du roi Joseph*, t. IV, p. 462.

(3) « Privée de magasins, l'armée vivait par la voie des réquisitions, ce qui l'obligeait d'étendre ses cantonnements. Cette méthode de pourvoir à la subsistance des troupes, entraînant toujours des désordres et des vexations,

Il laisse carte blanche au maréchal Jourdan; et le 13 septembre, du camp de Vittoria, le vieux vainqueur de Fleurus, se souvenant des guerres sans merci de la République, fait afficher les ordres suivants : — Quiconque sera pris les armes à la main, « sans autre formalité » sera pendu; les communes seront responsables de la mort de tout Français sur leur territoire; une contribution pécuniaire frappera chaque habitant et l'on saisira dix notables susceptibles de servir d'otages. L'ordre s'exécuta « avec rigueur et activité » ; mais il n'arrêta pas les assassinats ni les embuscades de grandes routes. — Comme pour faire écho à ces procédés d'intimidation et de représailles, deux décrets de l'Empereur placèrent sous le séquestre tous les biens des Espagnols, meubles et immeubles, situés en France; aucun sujet espagnol ne pourra voyager ou résider dans l'empire sans un passeport délivré par le gouvernement de Joseph, sous peine d'incarcération immédiate (1).

En dépit de ces animosités irréductibles, aucuns, et le Roi tout le premier, gardaient un optimisme systématique en des moyens pacifiques; ils entretenaient, comme ils pouvaient, des relations avec les « insurgés ». Ces tentatives épistolaires des Espagnols joséphistes auprès de leurs compatriotes peuvent se résumer dans la longue lettre que, de Paris, le 8 septembre M. d'Urquijo, convenablement stylé, adressa à l'évêque d'Orenze (2) : « Le tendre respect que m'a toujours inspiré un pontife digne des premiers âges de l'Église... » Il s'explique : les Bourbons ont perdu le pouvoir « par leur lâche défection » ; 70,000 « hommes effectifs » occupent les bords de l'Ebre, ils seront 150,000 avant la fin du mois, « ils vont exercer

augmenta le mécontentement des populations et donna un nouveau degré d'énergie à leur haine contre les Français. » *Mémoires*, t. V, p. 8.

(1) Décrets de Metz, 23 septembre 1808; vol. 676, fol. 349, 350.

(2) Elle est reproduite dans les *Mémoires du roi Joseph*, t. V, p. 59.

l'épouvantable droit de conquête » ; en face d'une résistance malheureuse et impuissante, que l'on compare « la sagesse, la droiture, les qualités aimables de Joseph ». Sans lui, entre les mains d'une « secte impie qui renouvellera le délire atroce de Marat et de Robespierre, l'anarchie inondera de sang les débris du trône et de l'autel ». Que la voix puissante de l'évêque se fasse entendre « au nom de ce Dieu de paix dont il est le digne ministre, au nom de la religion, de la patrie et de l'humanité ». Pour être datée et envoyée de Paris, cette adjuration perdait beaucoup de sa force probante. La rumeur publique la porta peut-être à Mgr de Quevedo ; autant en soulève le vent.

Le dédain des Espagnols s'accentue et leur vanité se cabre en présence de ces instances doucereuses, en même temps que la fierté de l'Empereur s'impatiente à voir employer ces armes rouillées et que sa colère grandit en face des difficultés ; il s'indigne et il raille : « L'armée paraît commandée non par des généraux qui ont fait la guerre, mais par des inspecteurs des postes. Comment peut-on évacuer l'Espagne sans raison, sans même savoir ce que fait l'ennemi ? » (1) — Alors, Joseph prend peur, veut répondre à ces semonces fraternelles qu'il craint plus que tout et pense se disculper en les appliquant à la lettre, c'est-à-dire à rebours : par une volte-face belliqueuse, il s'avise d'un mouvement offensif, invente soudain un retour impétueux en arrière.

Je suis convaincu, écrivait-il à l'Empereur (Miranda, 14 septembre), que si je quittais la ligne de l'Ebre, je dissiperais l'ennemi... Je serais en Espagne comme vous étiez en Egypte... Je battrai les masses et je jetterai l'épouvante dans l'âme des projettistes *(sic)* de Madrid. Les armes tomberont de la main des uns et la plume de la main des autres... Jusqu'à l'arrivée de la Grande Armée, vous n'aurez pas de nouvelles de nous et je n'en aurai pas de vous...

(1) L'Empereur au roi Joseph, Saint-Cloud, 16 août 1808.

Napoléon, sans répondre aux enfantillages de son frère, lui fit envoyer (22 septembre) des « Observations » qui concluaient : « Le général qui entreprendrait une telle opération *serait criminel.* » D'eux-mêmes, les maréchaux Bessières et Ney ont présenté leurs objections au Roi qui, très surpris, a cependant contremandé la manœuvre préparée (1). Mais ces à-coups augmentent la confusion ; les contremarches épuisent le soldat, le découragent et l'irritent. Joseph reste à Vittoria « presque seul, dans une position en l'air » (2).

L'Empereur qui en face des hésitations des généraux espagnols professait un grand mépris pour leurs talents militaires, s'agitait à voir les Anglais entrer en scène, et afin de tout finir d'un seul coup préparait de grands moyens : il avait convoqué le Sénat pour voter l'appel anticipé d'une conscription nouvelle. Le message impérial parlait net : « Je suis résolu à pousser les affaires d'Espagne avec la plus grande activité et à détruire les armées que l'Angleterre a débarquées dans ce pays. Je ne veux ni ne dois dépendre des calculs des autres Cours. » Le rapport annexe du ministre des relations extérieures faisait une déclaration de principes : « Il faut qu'un prince ami de la France règne en Espagne : c'est l'ouvrage de Louis XIV qu'il faut recommencer. *Ce que la politique conseille, la justice l'autorise* (3). »

Les Espagnols recueillaient ces paroles solennelles comme des aveux et les brandissaient comme des preuves justificatives de leur bonne cause. La *Gazeta de Madrid*, en étalant tous ces documents, ne manquait pas de souligner la « maxime » de Champagny pour la livrer à l'attention des « souverains de l'Europe ».

(1) La Forest à Champagny, 18 septembre 1808, vol. 676, fol. 325.

(2) Le maréchal Bessières au maréchal Jourdan, 26 septembre 1808.

(3) « L'ensemble de ces pièces nous rejette, sous le rapport des phrases et du style, en 1795. » METTERNICH, *Mémoires*, t. II, p. 220.

La résistance à l'étranger monte au diapason le plus aigu et toute occasion est bonne pour manifester la haine nationale; le lendemain du jour où a paru la *Gazeta* du 14 octobre, le duc de l'Infantado donnait un grand repas pour l'anniversaire de la naissance de Ferdinand VII; les acclamations de la foule se changeant bientôt en vociférations, son enthousiasme cherche des victimes; le bruit court que le ministre de Russie a conservé deux domestiques français; on se porte à grands cris devant son hôtel, l'écusson est brisé, les portes sont enfoncées, les escaliers envahis, les appartements pillés; au milieu du désordre, des cris et des ténèbres, deux malheureux se trouvent saisis; sont-ce bien des Français? La populace les frappe, les étouffe et les brûle! (1) — Au jour, Strogonoff proteste de haut et pendant que la troupe garde sa demeure insultée, il écrit de bonne encre à Florida Blanca. Il en reçoit force excuses, mais « un séjour plus prolongé en Espagne ne lui convenant point », il réclame ses passeports, une escorte pour gagner Alicante ou Carthagène, et un vaisseau qui le ramènera dans l'Adriatique. Une démarche tout émue de l'Infantado, une lettre très humble de la Junte suprême ne le désarment pas et il réitère sa demande avec sécheresse. Sur la route de Madrid à Cadix on lui prodigue des honneurs affectés, et la frégate *Proserpine* le débarque à la fin de décembre à Trieste (2), comme il l'a voulu.

Cet épisode tragique montre la Révolution sous son costume d'anarchie. En face du drame se joue la comédie : à Vittoria dans l'hôtel du marquis de Montehermoso (3) que Joseph loue 300,000 francs au mari, mais où la marquise lui offre une hospitalité moins banale sinon moins coûteuse, la « Cour »

(1) Lettre originale saisie, AF IV, 1314, n° 73.

(2) Dépêche de Strogonoff au comte de Roumiantzof, Vienne, 29 décembre 1808, *Espagne*, vol. 678, fol. 13.

(3) Il fut nommé grand d'Espagne par Joseph, qui « a voulu s'acquitter avec une munificence royale », écrivait, sans sourire, La Forest.

endormie chaque soir dans les alarmes est réveillée chaque matin par une alerte. Elle veut se sentir protégée en avant par Ney à la Guardia, par Bessières au défilé de Pancorbo ; à gauche par Moncey remparé derrière l'Ebre, l'Arga et l'Aragon ; à droite, par Merlin qui de la hauteur de Durango tient libre la route vers Bayonne. — Si le prince fugitif espère encore la conquête des provinces soulevées, il lui est permis sans doute de poursuivre cette aventure, mais pour le « Roi Intrus », songer à gouverner en cette posture guerrière n'est plus qu'une chimère du royaume d'Utopie.

CHAPITRE V

NAPOLÉON EN ESPAGNE

La résistance espagnole.

(Novembre-Décembre 1808.)

Rassuré à l'entrevue d'Erfurth, Napoléon dirige vers l'Espagne la Grande Armée et va en prendre le commandement. — Il rejoint Joseph à Vittoria. — Premières menaces. — Il blâme le maréchal Lefebvre de son offensive à Durango qui trouble le plan d'ensemble. — L'armée de Blake est écrasée par le duc de Bellune à Espinosa de los Monteros.

Combat de Burgos. — Pillage de la ville. — Séjour de l'Empereur. — Décrets contre les « traîtres ». — Le maréchal Soult envoyé dans le pays de Santander. — Le maréchal Lannes en Aragon; sa victoire à Tudèle.

Napoléon marche sur Madrid. — Affaire de Savary à Sépulveda. — La charge des Polonais à Somo Sierra. — Attaque de Madrid. — Agitation patriotique de la ville. — Sommations, menaces, capitulation. — Sévérités et indulgences. — Décrets contre les ordres religieux, l'Inquisition, les droits féodaux, le Conseil de Castille. — Suspects et séquestres. — Hostilité irréductible des Madrilènes. — Proclamation impériale. — Audience à la municipalité. — Serment au roi Joseph. — La villa de Chamartin. — Revues militaires. — Nouvelles des Anglais; Napoléon part subitement à leur rencontre.

I

Résumant sa pensée sur la solution des affaires d'Espagne, Napoléon avait écrit à Joseph : « Il faut que j'y sois. » Il avait raison, car l'occupation se changeait en conquête. Cette lettre du 13 octobre était datée d'Erfurth, du jour même où il venait de river le Tsar à sa politique en lui arrachant, au

prix assez modique des Provinces Danubiennes, la garantie morale de toutes ses prises depuis dix ans : alliance éventuelle contre l'Autriche; accord secret pour imposer à l'Angleterre la paix; acceptation anticipée de l'envahissement de l'Espagne; reconnaissance immédiate de la dynastie des Bonapartes substituée à celle des Bourbons.

En évacuant « gracieusement » la Prusse, Napoléon croyait acheter sa reconnaissance, était assuré de plaire à la Russie, et rendait disponible une partie de la Grande Armée. Pour contenir l'Autriche, il lui suffisait de 100,000 Français en Allemagne, des 100,000 hommes du prince Eugène en Italie, des 20,000 soldats de Marmont en Dalmatie. Quand il se crut prêt, il accentua son assurance secrète par une manifestation publique : sa réponse à Fontanes, à l'ouverture du Corps législatif, sonnait comme une fanfare dans le paisible temple des lois : « Je pars dans peu de jours pour me mettre moi-même à la tête de mon armée, et avec l'aide de Dieu, couronner dans Madrid le roi d'Espagne et planter mes aigles sur les forts de Lisbonne ».

Res, non verba. Dès le 5 août, il faisait rentrer d'Allemagne 80,000 hommes d'un seul coup; le 7 septembre, il organisait six corps d'armée :

I. Victor	28,000	hommes.
II. Bessières	26,000	—
III. Moncey	21,000	—
IV. Lefebvre	25,000	—
V. Gouvion Saint-Cyr. .	36,000	—
VI. Ney	32,000	—

Il y ajoutait une réserve de 34,000 fantassins et cavaliers. Le 8 septembre 1808, le Sénat approuvait une levée extraordinaire de 160,000 soldats : les exonérés des classes de 1807 à 1809 et la conscription anticipée de 1810! — Le 12 octobre

un décret supprimait « la Grande Armée d'Allemagne », la réduisait à 100,000 combattants, aux ordres de Davout, sous le nom d' « armée du Rhin »; et trois jours après, le IVe corps avec le maréchal Lefebvre entrait en Espagne comme avant-garde de la nouvelle « Grande Armée ».

Napoléon courait à toute vitesse aux Pyrénées; mais déjà les circonstances jetaient de l'ombre sur l'éclat de sa volonté : les chemins s'étaient rencontrés mauvais; il s'impatientait des cahots, des retards sur les routes de France; il avait dû laisser ses berlines et prendre des chevaux de selle pour traverser au galop les Landes (1); à franc étrier, seul avec Duroc, il arrivait à Bayonne le 3 novembre. Le prince de Neuchâtel l'y attendait et aussi le général Belliard envoyé par le roi Joseph. Il était deux heures du matin quand S. M. entrait au château de Marrac; avant de se mettre au lit elle écrivait une première lettre à son frère et, levée avant le jour, dictait ses ordres : à Jourdan, d'envoyer l'état de ses troupes, à Ney de donner des détails sur l'ennemi, à Moncey de préciser ses renseignements, à Bessières de se porter vers Burgos, au général Marchand d'aller de suite à Tolosa, à Soult d'arriver immédiatement afin de prendre le commandement du IIe corps, au général Walther d'organiser la revue de la garde pour le jour même; enfin on avertissait Joseph des dispositions prises.

Cette activité était éperonnée par le mécontentement : à Bordeaux, les magasins incomplets lui avaient révélé des négligences, des marchés frauduleux; à Bayonne il ne trouvait point tous les régiments qu'il attendait, ni surtout les approvisionnements qui devaient y être accumulés; autant de moyens qui glissaient de ses doigts; fort en colère, il écrivit au directeur de l'administration de la guerre, le

(1) Berthier avait dû faire plusieurs postes traîné par des bœufs.

général Dejean, dont « les rapports ne sont que du papier », qu'il se trouvait « indignement servi », que l'armée « était nue », que l'on jetait l'argent dans l'eau, et il criait au voleur, parlait de fripons, de friponneries.

C'est donc l'esprit amer, les nerfs excités, l'œil soucieux, la bouche disposée au blâme, qu'il franchit la Bidassoa. Fouler la terre étrangère apportait à ce conquérant un sentiment de détente; la première impression fut douce, et cette journée d'automne, avec ses vapeurs matinales, un soleil chaud sans ardeur, une soirée dans la buée rougeâtre du couchant, l'enveloppa, au milieu du calme de la montagne, d'une sensation de bien-être; la brise, venue de Roncevaux, lui apporta avec l'écho du cor de Roland le nom vainqueur de Charlemagne; en levant les yeux vers le ciel constellé, sans doute qu'il y vit briller son étoile. Il arriva, à la lueur des torches, à Tolosa, tout dispos. Le 5 novembre il prit la route de Vittoria trouvant à son choix des relais de chevaux de selle et d'attelage pour franchir les gorges les plus pittoresques. Il tomba, comme il l'avait voulu, à l'improviste, dans le cercle du roi Joseph et tout de suite entama un monologue; devant les « courtisans » espagnols et français, il parla longtemps, fut écouté, on peut le croire, avec une attention soutenue, mais chacun sortit troublé, le cerveau un peu las, de cette leçon de haute politique donnée au milieu de la nuit. Le lendemain matin, soixante coups de canon annonçaient officiellement l'arrivée du maître.

Il reprit, sans repos, son discours : il prêcha l'union étroite entre la France et l'Espagne, la nécessité pour celle-ci de suivre pas à pas le système de celle-là; O'Farrill, Cabarrus, Mazarredo paraissaient déconcertés (1); et comme l'Empe-

(1) Dépêche de La Forest, 8 novembre 1808, vol. 677, fol. 187, 189.

reur, s'épanchant sur le clergé et les moines en particulier (car lorsqu'il parlait de l'Espagne c'était chez lui un lieu commun), comme il annonçait la suppression des couvents, Cabarrus eut l'audace d'avancer qu'il serait à craindre que ces paroles ne donnassent 100,000 hommes de plus à la résistance populaire et catholique. Napoléon n'écouta pas la remarque; à la réception des «autorités» de Vittoria, il épuisa son thème d'intimidation, mais parce que sa véhémence s'exprima soit en français, soit en italien, elle demeura perdue pour la plupart des auditeurs qui n'entendaient que l'espagnol (1). L'impression générale était de l'émoi et corroborait bien la mercuriale adressée la veille aux capucins de Tolosa venus pour le saluer : « Messieurs les moines, si vous vous avisez de vous mêler de nos affaires militaires, je vous promets de vous faire couper les oreilles (2). » — Le moyen de propagande pouvait sembler inefficace, le procédé manquait d'aménité. Tout ce branle-bas de paroles annonçait la bataille.

Au fond, l'irritation de l'Empereur l'avait ressaisi, l'imprudence de ses généraux ayant compromis ce qu'il appelait son « vaste plan ». Ce dessein était de se diriger droit, vite et en forces sur Burgos, où il trouvait un débouché offensif de premier ordre permettant d'inonder de cavalerie les plaines de Castille, de se porter à son gré dans toutes les directions et alors, en rase campagne, contre des troupes inhabiles une fois sorties des embuscades de leurs montagnes, de « terminer la guerre d'un seul coup par une manœuvre habilement combinée » avec les premiers soldats de l'Europe. Cette grande rencontre au centre serait heureusement complétée par la prise de Saragosse à gauche et l'écrasement de Blake à droite; l'Espagne se trouverait envahie sans qu'on laissât aucun danger du côté des Pyrénées, derrière l'armée impé-

(1) Miot de Melito, *Mémoires*, t. III, p. 32.
(2) Général Bigarré, *id.*, p. 229.

riale. Malheureusement, d'une part, l'Empereur trouvait tous les corps rangés en une vaste demi-circonférence de Bilbao à Pampelune, sur une ligne assez mince, sans masses de réserve, et mélangés les uns dans les autres; d'autre part, Moncey venait à peine de quitter la Navarre pour se diriger sur l'Aragon et Ney ne se trouvait pas encore maître de l'Ebre, au pont de Tudèle. Mais surtout à notre droite, le maréchal Lefebvre, emporté par son audace, le désir d'une victoire personnelle, avait attaqué l'armée de Galice; il lui avait sans doute infligé un échec, toutefois par cette intempestive manœuvre il faisait échapper Blake à l'enveloppement général prévu par l'Empereur (1).

Cette campagne de Lefebvre dans le pays de Biscaye domina la marche de Napoléon lui-même. Lefebvre avait eu devant lui, appuyée à la mer et aux montagnes cantabriques, l'armée de Blake, « très belles troupes parfaitement tenues et habillées » (2) qui venaient d'attaquer le général Merlin à Zornoza les 24 et 25 octobre. Le duc de Dantzig, soucieux d'un beau fait d'armes afin de saluer dignement la venue de l'Empereur, prit donc prétexte de quelques fusillades d'avant-postes pour laisser s'engager une affaire sérieuse, le 31 octobre, à Durango. Il abîma certainement son adversaire, bien qu'il soit malaisé de tirer au clair l'étendue du désastre entre les écarts d'appréciations exagérées des deux côtés en sens inverse : 6,000 tués espagnols affirme Lefebvre, 743 avoue Blake. Le soir même le maréchal entrait à Bilbao, mais tergiversait. — A quelques kilomètres de là, au lieu de le soutenir avec le Ier corps, Victor, très probablement par jalousie,

(1) « Votre Majesté pensera comme nous que l'ennemi peut voter des actions de grâce à l'inconsidération du duc de Dantzig ». — Berthier au roi Joseph, 4 novembre 1808.

(2) Lefebvre à Berthier, 26 octobre. « Ceux qui disent à V. M. que ces gens-ci se sauvent quand ils nous voient, se trompent; les généraux et moi étions obligés de faire les voltigeurs. » Lefebvre à l'Empereur, 31 octobre.

s'éloignait de son « collègue » et à son tour se perdait en récriminations, parlait des mauvais chemins, du besoin de repos, du manque de vivres ; cependant que Blake se retirait précipitamment à Valmaseda, y recevait un renfort de La Romana et groupait les paysans armés. Très égratigné, il s'était échappé des griffes du lion.

De ce mouvement engagé par le maréchal Lefebvre il fallait maintenant sortir avec honneur. Le duc de Dantzig, vigoureusement blâmé de son impatience et très ému de ce blâme (1), reçut l'ordre de pousser sa pointe; il délogea Blake des hauteurs de Guénès (7 novembre), le serra de si près qu'il faillit le saisir avec ses voltigeurs, ne laissant pas aux Espagnols le temps de se reconnaître, sans toutefois faire de prisonniers car c'étaient des fuyards très agiles. Les deux maréchaux, après une entrevue peu cordiale, s'isolèrent de nouveau (2). Blake, ignorant leurs dissentiments, avait lieu de craindre d'être pris entre deux feux et accélérait sa retraite : il s'établit le 9 novembre à Espinosa avec une armée épuisée et déjà décimée par la désertion. Il ne trouva plus un habitant dans le bourg. — Espinosa de los Monteros est plantée, en effet, comme une épine aiguë, dans les derniers contreforts de la chaîne Cantabrique; couronnée de hauteurs boisées, elle resserre ses maisons sur la rive gauche de la Trueba qui, s'échappant des gorges, coule mugissante entre deux

(1) « Avoir déplu à mon Empereur et mon maître, me tue;... puisque le Dieu de la guerre dit que j'ai tort, je l'ai, je dois l'avoir;... je vais lui prouver que périr est un plaisir pour moi. » Lefebvre à Berthier, 7 novembre 1808.

(2) « ... Son procédé ne m'a pas paru d'un bon camarade... J'attends avec impatience qu'on me retire de la situation pénible où je me trouve de flanquer une armée de 25,000 hommes commandée par Monsieur Victor. » Lefebvre à Berthier, 9 novembre 1808.

« ... Comme j'aime mon Empereur et ma patrie plus que vous, pour le bien du service, je me mets sous vos ordres... Envoyez-moi donc votre chef d'état-major pour se concerter avec moi, puisque vous ne voulez pas me faire tant d'honneur. » Lefebvre à Victor, 10 novembre 1808.

berges escarpées; un pont étroit, des gués profonds demeurent la seule communication dans cette vallée sauvage et ombreuse. — Lorsque la division Villatte qui marchait à l'avant-garde déboucha par les sentiers, elle trouva, face au torrent, les Espagnols rangés en bataille le long des maisons, des rochers et des bouquets de bois. Le maréchal Victor attaqua immédiatement. Tout le jour il y eut des combats acharnés et des retours offensifs, très meurtriers aux officiers espagnols; la nuit seule les arrêta : elle fut cruelle pour eux avec des blessés sans chirurgiens, des soldats sans pain; les désertions se multiplièrent; les paysans s'esquivaient dans les ténèbres; à l'aube, la lutte reprit, les généraux frappés au premier rang (1); quand nous eûmes enfoncé leur gauche, ce fut alors une retraite éperdue, un écrasement au pont de la Trueba encombré de cadavres, aux gués de la rivière. Par la montagne, on fuyait dans toutes les directions vers Santander, Villarcayo, Reinosa. Nous avions 1,100 blessés et 134 morts. Les Espagnols, 250 tués, 600 blessés, 100 prisonniers, plus de 4,000 *disparus!* — Blake, ne pouvant emmener ni canons ni caissons, suivi d'un petit nombre de fidèles, atteignit Reinosa, le 12 novembre. A peine ravitaillé il repartit, rencontra La Romana avec qui il n'eut à échanger que d'amères confidences, et se rabattit sur la ville de Léon. Il n'avait plus d'armée (2).

Pendant la seconde journée d'Espinosa, au bruit du canon, une réserve de 3,000 Espagnols avec Malespina était accourue, et de son côté Sébastiani et le IVe corps s'avançaient; ces

(1) Le général Riquelme, Cayetano Valdès, le comte de San Roman, Acevedo furent blessés, les deux derniers mortellement.

(2) Une *Note* officielle publiée à Paris représenta la défaite d'Espinosa comme une punition du ciel contre les soldats échappés des îles du Danemark. Elle ajoutait ces détails : « En se sauvant, les fuyards jetaient leurs armes et leurs habits rouges, funeste présent de l'Angleterre, et se couvraient de leurs habits de bure, couleur de capucin, qui est l'habit espagnol. »

deux soutiens se choquèrent, Sébastiani dispersa Malespina vers Medina et lui prit son artillerie. Ce fut la fin de cette dure campagne de trois semaines entre 21,000 Français et 23,000 Espagnols.

Napoléon admettait mal ces difficultés et voulait ignorer ces lenteurs. Du moment où, le 6 novembre, on eut mis à l'ordre : « L'Empereur commande son armée en personne », ce fut comme un coup de fouet général et tout prit de l'allure. En homme qui connaît la guerre, sa première précaution fut de faire évacuer tous les hôpitaux, entre Tolosa et Vittoria (1), afin de « réserver de la place aux blessés qui seront le résultat des batailles qui vont avoir lieu ». Il appela Soult à venir remplacer à la tête du IIe corps Bessières qui prenait le commandement de toute la cavalerie de la Grande Armée, et il commença le mouvement en avant, précédé des chasseurs de Lasalle. Ceux-ci se heurtèrent bientôt aux fantassins espagnols sur la lisière des forêts. A cette nouvelle, regrettant seulement l'occasion perdue « d'étriller ces 4 ou 5,000 hommes », Napoléon se prépara à une bataille plus importante et pressa le duc de Dalmatie de se mettre en mesure.

Le maréchal avait en face de lui l'armée d'Estramadure, celle qui, entrée à Madrid à la fin de septembre manquant de tout, en sortait à la fin d'octobre guère mieux équipée. Son chef, le général Saluzzo, avait réclamé contre cette incurie avec âpreté; on l'avait destitué et remplacé par un jeune officier sans expérience, le marquis de Belveder, que sa témérité fanfaronne faisait acclamer de la foule. Pour servir de lien entre Blake et Castaños il arriva à Burgos le 7 novembre, possédant 11,500 fusils, 1,500 sabres et 30 canons.

(1) Les hôpitaux contenaient déjà 4,000 malades : 100 à Miranda, 950 à Vittoria, 250 à Tolosa, 350 à Saint-Sébastien, 2,500 à Pampelune.

Au premier contact avec les éclaireurs de Lasalle, le jeune et bouillant Belveder, trop jeune et trop bouillant, s'en vint escarmoucher dans la plaine et canonna des patrouilles de cavalerie. Il eût mieux fait de profiter des heures pour mettre en défense le château d'une ville où déjà régnait la panique et qu'abandonnaient les habitants, les magistrats et une partie de la garnison.

Le 10 novembre, dès 6 heures du matin, Belveder plein d'ardeur fit sortir ses tirailleurs du bois de Gamonal et ouvrit le feu. Alors la division Mouton, en colonne serrée, l'arme au bras, prit le pas de charge et, sans brûler une amorce, traversa la ligne espagnole, enfonçant à la baïonnette les gens remparés dans les fourrés. L'idée de cette poussée à découvert était téméraire, l'effet moral fut foudroyant; les régiments se débandèrent, seul un bataillon des gardes wallonnes tint bon un long moment, son chef don Vicente Genaro de Queseda, couvert de blessures, tomba sur le sol; porté à l'ambulance on lui rendit son épée en le félicitant de sa valeur (1). Ce fut là le « simulacre de résistance que l'on décora du nom de combat », dit un témoin (2). — Pendant ce temps, Lasalle s'étendait dans la plaine : il passe au pied de la Chartreuse de Miraflorès, envahit la vallée de l'Arlançon, déborde à gauche le bois de Gamonal, sabre les hussards de Grenade et poursuit les fuyards jusque sur la route de Madrid. — Bessières débouche à droite par le col de Quintanapalla, traverse les faubourgs, le pont de las Huelgas, et lance ses chevaux à fond de train sur la route de Lerma. — Belveder ayant voulu rallier quelques débris est entraîné par ses hommes qui lui crient : « Nous n'avons pas de cartouches! » ou : « Nous sommes trahis » (3) ! D'autres jettent

(1) Général de Arteche, *Guerra de la Independentia*, t. III.
(2) Colonel de Gonneville, *Souvenirs militaires*.
(3) C'est toujours l'excuse des hommes qui fuient; voici des extraits de

leurs armes en blasphémant : « Que l'âme de ceux qui nous ont menés ici soit dans les griffes du diable! » Nos cavaliers atteignent des fuyards de toute sorte, bourgeois et soldats, ramassent fusils, sabres, voitures, vêtements, jusqu'à des caisses d'argenterie abandonnées sur le chemin (1).

L'Espagne — tués, blessés, prisonniers, — perdait plus de 3,000 hommes, 20 canons, 12 drapeaux. Ces étendards furent envoyés à Paris et offerts, en grande pompe, au Corps législatif. Nous n'avions que 150 blessés et 50 morts atteints par le boulet, preuve qu'après la canonnade du début la résistance avait été nulle. Vainqueurs et vaincus, personne ne se piqua d'une grande exactitude : dans un style qui rappelle la dépêche du prince de Soubise à Louis XV après Rosbach, la lettre de Belveder à la Junte suprême prétendait avoir soutenu le feu pendant treize heures, parlait de « retraite glorieuse » et se terminait par cette niaiserie : « de crainte que l'ennemi ne me poursuive demain, je vais partir de suite (2). » — Quant à Napoléon, dans sa note datée du quartier général de Cubo, 10 novembre 1808, il grossissait d'un quart les effectifs de l'adversaire (3), ajoutait un zéro au chiffre de prisonniers que lui annonçait Soult : 8,000 au lieu de 800; puis apprenant ce détail que l'armée d'Estramadure était habillée d'uniformes rouges, il ordonnait de tirer le canon, de sonner les cloches pour annoncer, non une victoire sur

lettres de soldats espagnols interceptées. « ... Le général, qui était un traître, ordonnait de pointer trop haut; alors l'artilleur ne voulut point faire feu et dit au général de pointer la pièce lui-même. Cette réponse fut agréable à tout le monde. » — « Il y a beaucoup de traitres parmi nous; nous en avons reconnu un hier sur le pont d'Aranda de Duero et nous l'avons criblé de coups de poignard... »

(1) Dautancourt, *Notice historique sur le régiment de chevau-légers polonais.*

(2) Dépôt de la guerre à Madrid.

(3) Dans deux lettres écrites à la même heure, il disait 20,000 hommes (au maréchal Lefebvre), 25,000 hommes (au maréchal Victor).

les Espagnols « infâme canaille fanfaronne », mais « un triomphe sur le parti anglais » (1).

De sa personne il arrivait promptement à Burgos et faisait continuer la poursuite avec tout ce qui restait de cavalerie. Contre l'armée de Galice (sa crainte était de la voir échapper à Victor) il s'apprêtait à envoyer sur l'heure le corps du maréchal Soult, ce même jour où la victoire d'Espinosa réalisait, sans qu'il le sût encore, l'impatience de son désir. Il trouvait dans la ville des magasins de vivres de toute espèce, si bien qu'il déclarait n'avoir « jamais vu l'armée si bien nourrie » (2). Situation heureuse qui enlève toute excuse à l'injustifiable ravage qu'un de ceux qui le virent de leurs yeux décrit ainsi :

Les maisons presque toutes désertes et pillées, les meubles brisés et épars en morceaux dans la fange; un quartier en feu; une soldatesque effrénée enfonçant les portes, les fenêtres, brisant tout, consommant peu, détruisant beaucoup; les églises dépouillées; les rues encombrées de morts et de mourants; toutes les horreurs d'un assaut, quoique la ville ne se soit pas défendue! La cathédrale, un des plus beaux monuments de l'architecture gothique, ne fut épargnée que par la précaution de tenir les portes fermées. Mais, la Chartreuse et les principaux couvents avaient été saccagés. Le monastère de las Huelgas, le plus riche et le plus noble couvent de femmes de la vieille Castille, était converti en écuries; les tombeaux que renfermaient l'église et le cloître avaient été ouverts, pour découvrir les trésors que l'avidité y supposait cachés, et les cadavres des femmes qu'ils renfermaient, traînés dans la poussière, étaient abandonnés sur le pavé couvert d'ossements et de lambeaux de linceuls (3).

(1) « Il est nécessaire de mettre beaucoup d'affectation dans les réjouissances, tant pour nos troupes que pour l'Angleterre et les Espagnols même. » Berthier à Gouvion Saint-Cyr, 21 novembre 1808.

(2) L'Empereur au général Dejean, 11 novembre. — « Je n'ai point besoin de vivres : je suis dans l'abondance de tout. » *Idem*, 12 novembre.

(3) Miot de Melito, *Mémoires*, t. III, p. 36. — On trouve un tableau identique dans le *Journal des campagnes* du baron Percy, p. 407.

Joseph qui suivait à distance, ulcéré « de se traîner comme un roi fainéant » dans les fourgons de l'armée, « sans avoir l'autorité d'un sous-lieutenant », arrivé mélancoliquement au milieu du désordre, refusa de se prêter aux vues de l'Empereur qui prétendait lui imposer une entrée triomphale.

Se sentant ou voulant avoir les coudées franches, celui-ci affecta dès lors de faire payer par le butin les « frais de la guerre ». Il en donna un premier et éclatant exemple : un décret impérial déclara « traîtres aux deux couronnes » les ducs de l'Infantado, de Hijar, de Medina Cœli, d'Ossuna, le marquis de Santa Cruz, les comtes de Fernan Nuñez et d'Altamira, le prince de Castel Franco, don Pedro de Cevallos et l'évêque de Santander. S'ils sont pris, on les fusillera; leurs biens demeurent séquestrés en France, en Espagne, en Hollande, en Italie, à Naples, dans les États de l'Église. Et comme application immédiate, les cargaisons de laine de leurs troupeaux trouvées à Burgos sont saisies. Dix à douze millions de ces laines confisquées partirent pour Bayonne, où désormais une commission fonctionnera régulièrement pour la vente de semblables prises.

L'Empereur demeura pendant dix jours occupé avec vigilance des moindres détails, veillant jusqu'au dépouillement des 4,000 lettres privées que Soult avait interceptées et envoyées au major général. Son esprit d'ordre souffrait des rapports quotidiens qui lui étaient faits sur l'indiscipline impudente des vainqueurs et les méfaits du pillage (1); il aurait voulu qu'après avoir excité l'émoi, le passage de son

(1) « *Miranda*, ville à peu près déserte, pillée le 11; dès lors le pillage n'a presque pas discontinué; très peu d'habitants ont rejoint leurs foyers. » (Général Lacoste à l'Empereur, 15 novembre 1808.) — « *Logroño*, pillé; la désertion des habitants a prolongé le pillage où l'on a perdu de grandes ressources de subsistance. » (*Idem*, 17 novembre.) — « *Belorado*, habitants bien disposés; ils ont souffert du passage des troupes, mais n'ont pas été pillés. » (Général Durosnel à Berthier, 18 novembre.)